ALSTHOM-ATLANTIQUE : *l'occupation se poursuit* p.15

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 594 - 20 octobre 1979 - prix : 4,50 F

IL Y A 50 ANS LA CRISE DE 1929

Notre dossier p. 11 à 14

La catastrophe de Nice : le raz de marée des profits

CAMBODGE : L'impérialisme exploite le drame des réfugiés au lieu de les secourir

P: 24

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 8 :
— **Martinique : le mécontentement grandit.**
— **Cisjordanie : nouvelles réquisitions de terres.**
Page 9 :
— **Castro à l'ONU : la misère et l'apocalypse.**
— **San Salvador : l'armée succède à l'armée.**
Page 10 :
— **Turquie : derrière le jeu parlementaire, l'armée.**
— **Un monde où l'on torture et assassine les enfants.**
Page 24 :
— **Piperno extradé pour ses opinions politiques.**
— **L'exploitation du drame cambodgien.**

EN FRANCE

Page 4 :
— **Une pierre dans le jardin de Giscard.**
Page 5 :
— **Giscard reçoit Hua Kuo-feng : les affaires sont difficiles.**
— **L'Etat et les drogues.**
Page 6 :
— **Sous le signe de la balance... en déficit.**
— **Grenouillages radicaux.**
Page 15 :
— **Alsthom Belfort : les travailleurs tiennent bon.**
— **Alsthom Saint-Ouen : les 3 usines du groupe en grève.**
Page 16 :
— **Dans les entreprises : Berliet Vénissieux ; EGF Paris ; Snecma Corbeil ; Centre psychiatrique Esquirol, Limoges.**
Page 17 :
— **Dans les entreprises : Chausson Gennevilliers ; Rhône-Poulenc Vitry et Saint-Fons ; Rougier Niort ; ANPE d'Angoulême.**
Pages 18 et 19 :
— **Paris : main basse sur la ville.**

DOSSIER

Pages 11 à 14 :
LA CRISE DE 1929 :
— **La grande débâcle du capitalisme.**
— **Le « jeudi noir » et ses conséquences.**
— **Les bourgeoisies face à la crise.**

DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Livres** : Ti Jean l'Horizon **de Simone Schwarz-Bart** ; L'arbre de Mai ; Le rétablissement de l'ordre ; L'entreprise des patrons rouges ; Le retournement ; 1984-1985 **de Burgess** ; L'ordre cannibale **de Jacques Attali.**
Pages 22 et 23 :
— **Films** : Heroes **de Kagan** ; Où es-tu allé en vacances ? ; Le vampire de ces dames ; L'école est finie.
— **Dossiers de l'écran** : Patrons d'hier et d'aujourd'hui.
— **Chansons** : **Michel Buhler.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref

Pastis trafiqué et justice secrète

On se souvient de l'histoire du faux pastis qui a provoqué l'intoxication de quinze ouvriers, le mois dernier à Montélimar, et la mort de l'un d'entre eux le 5 septembre dernier. Depuis, une autre personne a été également victime du pastis trafiqué.

Une campagne est menée par la presse pour avertir le public du danger mortel que constituait ce faux pastis, et on peut penser qu'elle permit de limiter les dégâts, vu la centaine de bouteilles de pastis frelaté encore en circulation.

Mais on vient d'apprendre que, trois semaines avant l'affaire de Montélimar, un premier décès dû au pastis trafiqué avait été signalé aux autorités judiciaires. A l'époque, celles-ci n'ont pas divulgué le fait, afin de préserver le secret de l'instruction. Et c'est peut-être à cause de ce sacro-saint secret que l'intoxication collective de Montélimar n'a pas été évitée.

Faire passer le secret de l'instruction avant la sécurité de la population peut paraître aberrant. C'est pourtant dans la logique de l'institution judiciaire qui, sous prétexte d'efficacité, tient à fonctionner à l'abri des regards indiscrets — ceux de la population, justement.

En l'occurrence, on peut juger de l'efficacité !

Dépenses militaires : Une affaire qui marche... même en temps de crise

1.870 milliards de francs : tel est le chiffre des dépenses militaires mondiales en 1978, d'après un rapport publié par plusieurs organisations américaines.

Ces organisations — qui ne passent pourtant pas particulièrement pour contestataires — établissent dans ce rapport quelques comparaisons significatives. Ainsi, les dépenses militaires ont représenté, en 1978, 405 francs par habitant de notre planète. La même année, dans les pays du Tiers Monde, le revenu mensuel moyen était de 192 F par habitant.

On peut également comparer ces 405 francs aux sommes consacrées aux programmes humanitaires des Nations unies : 2,3 francs par habitant !

Enfin, le rapport note que ces dépenses militaires ont augmenté, par rapport à l'année dernière, beaucoup plus vite que l'inflation. En somme, plus ça va mal, et plus on gaspille de l'argent à des dépenses inutiles.

Et par ces temps de crise et de récession économique, les marchands de canons, eux, font de plus en plus d'affaires.

Au fond, tout cela peut-il encore étonner ? Voilà des décennies que la course aux armements constitue un pactole pour les gros capitalistes, le moyen par excellence de bénéficier des commandes et des subventions de leurs gouvernements. Ce n'est pas la crise qui va y changer quoi que ce soit.

Au contraire, par ces temps de crise moins que jamais, les gouvernements ne se soucient des besoins des populations ; plus que jamais ils sont là pour aider les capitalistes à faire du profit ; et plus que jamais les dépenses militaires sont un moyen privilégié de leur venir en aide.

Le rectorat : blockhaus ou direction d'études ?

D'année en année, les rectorats de la région parisienne se transforment en véritables places fortifiées. Ainsi le rectorat de l'académie de Créteil, qui couvre une grande partie des écoles secondaires de la proche banlieue parisienne, s'est vu doté, cette année, d'épaisses grilles fermées par une porte à commande électrique, gardée par une douzaine de vigiles qui se relayent à l'entrée.

Un simple parent d'élève ou professeur trop naïf pourrait croire que l'on peut s'adresser simplement au recteur, directeur des études des collégiens et lycéens ! Point du tout. Il faut, pour accéder à cette précieuse personne, montrer patte blanche à la porte et présenter aux mentors qui la commandent un mystérieux carton que l'on obtient de façon tout aussi mystérieuse... sinon vous resterez sur l'herbe de la pelouse, si vous ne vous faites pas chasser par quelques CRS, habitués à faire le voyage.

Il est vrai que à défaut de diriger les études, les rectorats se sont transformés en pourvoyeurs de chômeurs. A l'heure qu'il est, quelques milliers d'auxiliaires de l'enseignement sont tout simplement sur le pavé, les plus chanceux d'entre eux se sont vu attribuer des suppléances de quinze jours. D'autres bénéficient de groupement d'heures, parfois sur plusieurs établissements. Bref, on comprend pourquoi le rectorat a besoin de grilles et de vigiles équipés de matraques pour garder ses portes.

Pour les capitalistes, mieux vaut moins mais cher

La semaine passée, plus d'un million de choux-fleurs a été détruit en Ille-et-Vilaine, et près de trente tonnes ont été retirées du marché dans les Bouches-du-Rhône, elles aussi probablement destinées à la destruction.

Et cela, parce qu'une fois de plus une production trop abondante devient — sur le marché capitaliste — une calamité.

Les capitalistes de l'agriculture et de la distribution en profitent alors pour ne même pas payer à leur prix de revient les récoltes des agriculteurs. Ceux-ci, qui ne disposent pas des moyens de transporter eux-mêmes leurs récoltes sur les lieux de consommation, afin de les vendre, préfèrent alors les détruire et toucher une indemnité de destruction que leur verse l'Etat. Et pendant ce temps, les consommateurs, eux, continuent de payer le prix fort.

Voilà les aberrations du système capitaliste ! Et c'est d'autant plus révoltant que, dans le même temps, à la radio et à la télévision, les hypocrites commentaires officiels ne cessent de verser des larmes de crocodile sur les populations et les enfants du Tiers Monde qui meurent de sous-alimentation !

LUTTE OUVRIERE A 5 F

Notre hebdomadaire passera de 4,50 F à 5 F à partir du numéro 596, numéro daté du 3 novembre 1979.

Le prix de Lutte Ouvrière n'avait pas changé depuis un an, puisqu'il était passé de 4 F à 4,50 F en décembre 1978. Depuis, avec l'inflation, son prix de revient, tant en ce qui concerne le papier que les coûts d'impression, a, comme tout le reste augmenté.

Pour couvrir ces frais, nous sommes donc contraints aujourd'hui de le vendre à 5 F. Nous savons que nos acheteurs en comprennent les raisons, et nous les en remercions.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 140 F
pour une période de six mois : prix 80 F
LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, **édité par Lutte Ouvrière**).
Ci-joint la somme totale de : francs . . . . .

NOM : . . . .
Prénom : . . . .
Adresse : . . . .
Code postal : . . . . . .

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18
(1) Rayer les mentions inutiles.

éditorial

La catastrophe de Nice : le raz de marée des profits

C'EST une véritable catastrophe qui a frappé mardi dernier la Côte d'Azur. Le raz de marée a fait onze morts et des dégâts matériels considérables. Et ce sont les travaux de l'aéroport de Nice qui en seraient responsables. Ce n'est peut-être pour l'instant qu'une hypothèse. Mais ce n'est pas la moins probable.

En tout cas il a fallu cette catastrophe pour qu'on apprenne que ces travaux étaient de toute façon dangereux, et que ce danger était dénoncé de longue date.

Il a fallu ces onze morts pour que l'on apprenne dans quelles conditions on construisait, à quelques kilomètres du centre de Nice, un complexe de prestige réunissant sur cinq kilomètres carrés tous les modes de transport : air, mer, fer, route et autoroute. Avec quelle désinvolture on avait précipité les dizaines de millions de mètres cubes de terre d'une colline avoisinante dans la mer sans avoir aucune garantie que la plate-forme sous-marine tiendrait. Avec quelle légèreté on avait pris le risque de perturber gravement les courants marins de la baie des Anges.

On ne s'était même pas donné la peine de faire une étude sur l'impact qu'auraient les travaux sur l'environnement ! Pensez donc, ce n'était pas obligatoire à l'époque !

Et quand un universitaire a fait une thèse sur la question, il y a trois ans, on n'a pas voulu en tenir compte.

Et quand le personnel du chantier a constaté « un affaissement des sols », « des phénomènes anormaux dans l'engloutissement des matériaux, et dans l'effritement des terre-pleins », des vibrations de la digue sous les charges, on n'a pas voulu entendre la mise en garde.

Et quand, en septembre dernier, un compte rendu des recherches sous-marines notait des éboulements vaseux et l'instabilité de toute cette zone, il n'y eut aucune suite.

Il a fallu une catastrophe pour que tout cela soit étalé maintenant au grand jour. Les risques étaient donc connus et dénoncés par des savants, par les ouvriers du chantier, ainsi d'ailleurs que par les pêcheurs et les associations de riverains. Mais ce ne sont pas les savants qui décident, ni les travailleurs des chantiers, ni les riverains, ni les pêcheurs concernés. Ce ne sont ni ceux qui se soucient réellement des intérêts de la population, ni la population elle-même.

Ceux qui décident, ce sont ceux qui ont de l'argent, directement ou par pouvoirs publics interposés. Et ils décident non pas en fonction des intérêts de la population, mais pour que leur argent leur rapporte.

Ces gens-là aussi étaient avertis des risques, mais ils s'en moquent. Ils sont prêts à courir tous les risques, et surtout, à les faire courir aux autres. Y compris à faire construire un aéroport sur des terrains mouvants ! Si ça leur fait faire des affaires, si ça leur rapporte des profits. C'est la frénésie du profit qui les tient. Et à Nice, pour étancher leur soif de profit, il leur faut gagner toujours plus sur la mer.

C'est aberrant et c'est criminel.

Au nom du pouvoir que leur confèrent leurs capitaux, ce sont ces gens qui décident de tout, sans contrôle, qui décident de construire des centrales nucléaires qui se fissurent, des barrages qui cèdent, des pétroliers géants qui s'éventrent. Chaque fois, c'est après la catastrophe que leur irresponsabilité, leur incurie, leur cynisme sont étalés au grand jour. Mais ils peuvent recommencer ailleurs, tant qu'ils ont des capitaux, et tant que c'est le capital qui domine le monde.

A Nice, onze hommes sont morts. Mais combien de profits a donc rapportés le chantier meurtrier, et à qui ?

Arlette LAGUILLER

Secteur public :

Les patrons s'attaquent au droit de grève pendant que les syndicats tournent en rond

Les grèves dans le secteur public ont déclenché un concert de protestations.

Bergeron, le dirigeant de la centrale Force Ouvrière, a parlé de *« caractère politique préélectoral »* et accusé la CGT et le Parti Communiste d'aider *« ceux qui combattent le droit à la grève »*. La fédération CFDT de l'Energie a qualifié la grève de l'EDF de manœuvre *« politico-syndicale »*. La CFTC ne se déclare *« pas favorable à l'organisation de ces grandes manœuvres d'automne »*.

Un ton au dessus, il y a les appels du patronat aux pouvoirs publics pour la *« réglementation du droit de grève »*, c'est-à-dire sa limitation dans le secteur public.

Enfin, le gouvernement, au dernier Conseil des ministres, y est allé lui aussi de son couplet en déplorant les mouvements, en prétendant *« qu'ils portent atteinte à la marche de l'économie et qu'ils perturbent gravement la vie des Français »*.

Pour ce qui est de perturber la vie économique et la vie des Français, les quelques heures de grève des travailleurs des services publics font pâle figure à côté des millions d'heures de chômage partiel que les patrons imposent annuellement, et à côté des un million et demi de chômeurs totaux inoccupés toute l'année. Elles ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Ceux-là, qui sont si prompts à accuser les grévistes de désorganiser l'économie, sont les premiers responsables de la gabegie et du désordre de la production. Et les raisons qu'ils invoquent ne peuvent cacher qu'ils en veulent au droit de grève, uniquement parce qu'ils veulent une classe ouvrière bien docile, pour qu'ils puissent continuer — malgré la crise — à faire des profits et à imposer les sacrifices aux travailleurs afin de payer l'incurie de leur système.

Mais la tactique des centrales syndicales, étalant des grèves et les régionalisant, un jour à l'EDF, un jour dans les transports, un autre dans les PTT, sans qu'il n'apparaisse la moindre justification à cet étalement dont elles sont entièrement maîtresses ne peut recueillir l'approbation d'une large partie des travailleurs vis-à-vis de ces mouvements. Et pour cause. Comme dans toutes les grèves du secteur public, les travailleurs subissent une gêne. Cette gêne, ils acceptent plus ou moins bien de la supporter en fonction des motifs qui la provoquent. Et s'ils peuvent facilement comprendre que les gaziers et les électriciens, les cheminots ou les postiers se battent pour des revendications et des problèmes semblables aux leurs, ils ne peuvent pour autant admettre les raisons qui poussent les syndicats à éparpiller les mouvements sans tenir compte du fait qu'ils multiplient les problèmes pour les usagers qui sont aussi des travailleurs.

Les centrales syndicales qui organisent la rotation des mouvements ne peuvent la justifier ni par la volonté des grévistes, ni par celle des autres travailleurs, ni encore moins par l'efficacité. Car la force des grévistes, l'encouragement à la lutte pour toute la classe ouvrière, ressortiraient autrement d'un mouvement d'ensemble que de la tactique de grèves tournantes mise en œuvre par les centrales syndicales.

Louis GUILBERT

Une pierre dans le jardin de Giscard

Après une semaine d'atermoiements et de silences embarrassés, Giscard vient de faire connaître sa décision concernant l'affaire des diamants. « *Le président de la République fera justice de ce sujet le moment venu et dans des conditions qui répondent à la confiance que lui font les Français* », a-t-on appris du porte-parole de l'Elysée. Pourtant le même personnage nous avait déclaré, huit jours avant : « *Je ne crois pas qu'il soit très digne pour la fonction présidentielle d'avoir à se justifier ou à donner des répliques sur les informations qui relèvent davantage de la diffamation ou d'une campagne orchestrée que d'une information véritable* ».

Information véritable ou pas, toujours est-il que nul ne semble plus contester l'existence des diamants donnés par Bokassa à Giscard.

Mais si on doit en croire les informations contradictoires données à plusieurs reprises par les porte-parole de l'Elysée aux journalistes, soit Giscard aurait donné ces pierres à une œuvre de charité, soit il les aurait oubliées au fond d'une malle. Pauvre président, c'est vrai qu'avec tous ses déménagements du ministère des Finances à l'Elysée, il y a de quoi ne plus s'y retrouver dans ses petites affaires !

Heureusement que le *Canard Enchaîné*, toujours là pour lui rafraîchir la mémoire, rappelle dans son dernier numéro que Giscard a reçu « *en 1970 un beau diamant dont le nombre de carats nous échappe. En 1972, une plaquette de petits diamants* ». Et, outre la fameuse plaquette de 1973, dont il confirme la valeur d'environ 100 millions, le *Canard* signale qu'en 1975, lors de la première visite de Giscard en Afrique comme président, c'est encore à Bangui qu'il se rend et que « *Bokassa lui offre encore une plaquette d'une vingtaine de carats, celle-là, dont une très belle et très grosse pierre* ».

Alors, que Giscard va-t-il donc nous révéler lors de sa prochaine causerie ? Nous n'en savons rien, pas plus que lui peut-être. Mais il espère sans doute que, d'ici un mois, l'éclat de l'affaire se sera quelque peu terni.

Mais consolons-nous ! Nous avons en la personne de Giscard une valeur sûre : c'est bien lui le président le plus brillant du monde !

A moins que la dernière information sensationnelle communiquée en toute dernière minute par le *Canard Enchaîné* ne se révèle juste : finalement « *Giscard est innocenté : les diamants étaient faux. L'Elysée porte plainte...* »

Cécile BERNIER

Pour quelques cailloux de plus

Giscard ne portera pas plainte contre la presse, il l'a promis, nous rappelle-t-on, lors de sa campagne des présidentielles. Mais ses décisions n'engagent bien sûr que lui. Aussi, a-t-on appris que ses deux cousins, Jacques et François, tous deux impliqués eux aussi dans des affaires de diamants avec Bokassa, selon le **Canard Enchaîné,** se seraient sentis diffamés et portent plainte... après huit jours de réflexion. Ces messieurs ne sont pas des hommes politiques, ni présidents ni ministres, et s'ils s'estiment diffamés parce que le **Canard** affirme qu'ils auraient reçu quelques diamants de Bokassa, que devrait donc faire l'homme public de la famille, Valéry ?

La plainte déposée par les deux cousins du président n'empêche pas le **Canard** de maintenir ses affirmations. Mais de toute façon, qu'ils aient bénéficié de la générosité de Bokassa ou pas, voilà qui est bien secondaire. Car de toute façon, l'un de ces messieurs a la haute main sur le commerce extérieur du Centre-Afrique, par le biais de la Banque française pour le commerce extérieur dont il est P-DG, et est de plus administrateur de la Société africaine forestière et agricole, et l'autre tire ses profits de l'exploitation de l'uranium du Centrafrique en tant que P-DG des mines de l'Air, de Framatome et administrateur de Techcatome. Et, qu'on sache, ces vertueux qui jouent maintenant les indignés ne sont pas si susceptibles qu'ils aient depuis démissionné de toutes les fonctions pas seulement honorifiques qu'ils occupent en Centrafrique et distribué aux bonnes œuvres toutes les richesses qu'ils ont empochées en pillant le peuple de Centrafrique.

Mais quand ces richesses rentrent sous forme de profits, personne de ce beau monde n'y trouve à redire.

C.B.

SNCF (Villeneuve-St-Georges)

Les locataires du foyer refusent les impôts locaux

A Villeneuve-Saint-Georges, nous sommes environ 500 à habiter les petites chambres des foyers de célibataires coincés entre le triage des trains de marchandises et les lignes de trains voyageurs, tout cela pour environ 350 francs par mois.

C'est début septembre que nous avons reçu nos feuilles d'impôts locaux. Elles se montaient à 200 francs en moyenne. Ce fut la colère parmi les locataires. Quelques-uns déchirèrent leur feuille. Auparavant, c'est la SNCF qui faisait payer les impôts locaux, en les répartissant dans les charges, chaque mois. Avec le nouveau système, c'est le locataire qui est là au moment du relevé qui paye pour l'année, même s'il n'habite pas le foyer depuis un an. Or les rotations sont importantes sur les foyers cheminots.

Jeudi 20 septembre, une cinquantaine de locataires se réunissaient en assemblée générale et décidaient le refus de payer et le ramassage des feuilles pour les ramener à la direction SNCF. Des équipes de collectage s'organisèrent, et les discussions étaient animées aux permanences qui avaient lieu chaque soir.

C'est alors que les syndicats CGT et CFDT, qui avaient pris contact avec la direction des impôts, nous annoncèrent qu'ils avaient reçu l'assurance que nous serions exonérés. En même temps, un tract signé CGT nous sermonnait : **« Seule l'action paye, mais il est inutile de s'agiter dans tous les sens ».**

Cependant, le Comité de locataires qui avait organisé le collectage des feuilles d'impôts appelait à ne pas se démobiliser, jusqu'à ce que nous recevions une assurance formelle.

Car si la SNCF a pour l'instant reculé dans sa tentative de nous faire supporter ce qui est finalement une hausse déguisée des loyers, c'est la participation des locataires eux-mêmes à l'action qui reste la meilleure garantie contre de nouvelles tentatives dans ce sens .

"On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers"

A. France

A l'occasion des grandes manœuvres baptisées « Saône 79 », qui se sont déroulées récemment dans l'est du pays, le journal Paris-Match **a organisé un sondage sur le thème :** « Donneriez-vous votre vie pour la France ? ».

A la question : « Si une puissance étrangère menaçait le territoire national, seriez-vous prêt à mourir pour la patrie ? », **57 % des personnes interrogées ont répondu « Non ». Et ce pourcentage est encore plus élevé chez les jeunes de 18 à 24 ans, qui ont répondu à 66 % « Non ».**

Quant à savoir « combien répondraient à l'appel de mobilisation ? », **une majorité parmi les gens les plus âgés ont répondu positivement ; mais un jeune sur deux, là encore, a déclaré qu'il ne se rendrait pas à la convocation.**

Tant mieux si la moitié des jeunes ne veulent pas mourir pour la patrie !

Et s'il y en avait deux fois plus, ce serait encore mieux ! Car la patrie, ce sont les intérêts des trusts comme Agache-Willot, Rhône-Poulenc, PUK, Dassault et tant d'autres...

LA LOI NE FAIT PAS DE SENTIMENT

A l'heure actuelle, un Algérien, Laïd Beloilhi, est incarcéré à la prison de Bonneville, près de Grenoble, depuis plus d'une semaine et attend de passer en jugement, où il risque une condamnation à de la prison ferme.

Son délit ? Après s'être porté au secours d'une femme menacée de viol dans la gare de Chamonix, avoir accepté de déposer comme témoin de l'affaire devant la police. Celle-ci s'est alors aperçue qu'il était en situation irrégulière en France et poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion pris contre lui. Il a été alors écroué sur-le-champ !

Quel beau pays que la France ! Un pays où le dernier mot doit toujours rester à la loi. Et quelle loi ! Qui permet que des policiers se croient tout permis, y compris d'ailleurs, comme on l'a vu dernièrement, d'être violeurs à l'occasion ; mais qui exige qu'on emprisonne un Algérien qui a eu le tort de se faire remarquer des autorités en défendant une femme, alors que ses papiers n'étaient pas en règle ! Le courage et la générosité, voilà le délit dans cette odieuse affaire !

L.P.

Giscard reçoit Hua Kuo-feng :

LES AFFAIRES SONT DIFFICILES

Pour la visite de Hua Kuo-feng en France, Giscard a fait dérouler les tapis rouges, sortir la grande argenterie et tout le décorum. C'est que Giscard, en bon représentant de commerce des capitalistes français, ne pouvait guère faire moins que recevoir avec tous les honneurs ce chef d'un Etat qui compte près d'un milliard de personnes, c'est-à-dire un milliard de consommateurs, dans le langage des industriels français ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et la cordialité des relations franco-chinoises a dû leur tirer bien des sourires de contentement, à l'idée du pactole que peut leur rapporter cet immense marché que représente la Chine !

Seulement voilà, les industriels français ne sont pas les seuls à convoiter le marché chinois. Les capitalistes japonais, australiens, anglais, américains eux aussi sont sur les rangs et comptent bien obtenir commande. Concurrence difficile d'ailleurs, pour les capitalistes français, puisque, de quatrième fournisseur de la Chine en 1976, la France est passée au 14e rang en 1977, pour revenir au 8e rang seulement en 1978 !

Et puis surtout, même très nombreuse, la population chinoise est très pauvre. Des besoins, et de toute sorte, certes, elle n'en manque pas. Mais ce n'est pas cela qui intéresse les industriels, ou plutôt cela ne les intéresse que dans la mesure où les éventuels consommateurs sont également des clients, des gens qui peuvent payer. Et la Chine, pays pauvre et sous-développé, est bien loin de pouvoir payer autant qu'il le faudrait pour acheter aux capitalistes — français ou autres — ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins de la population.

Giscard et Hua Kuo-feng : pour quelques contrats de plus.

Mais cela n'empêche pas les industriels et les hommes d'affaires de rêver, de se mettre un peu de baume au cœur, ce qui, par ces temps de crise, ne peut faire de mal. La visite de Hua Kuo-feng aura du moins servi à cela !

Quant à nous, nous n'avons rien à attendre de tout cela. Le voyage en France du dirigeant chinois se traduira bien par quelques signatures de contrats, et parmi ceux-là il y en aura certainement quelques-uns qui se réaliseront. Mais de toute façon, cela ne servira en rien à résorber le chômage. Quelques capitalistes pourront s'enrichir à l'occasion, mais c'est encore avec notre argent qu'ils le feront. Car, l'Etat chinois n'étant guère solvable, c'est l'Etat français qui devra lui prêter, en piochant bien sûr dans nos impôts, de quoi payer ses commandes aux capitalistes français ! Espérons au moins que cela sera d'une quelconque utilisé à la population chinoise.

Claude CHARVET

DROGUE :

L'État, premier marchand de drogue, s'attaque aux petits fumeurs

Scandale et émotion à Liverdun, cette petite ville de Lorraine, à la découverte d'un groupe de jeunes qui, sous une tente et au cours d'une fête, se passaient des cigarettes de haschisch.

Si ces mêmes jeunes, plutôt que de fumer en cachette, étaient allés au très officiel bistrot voisin (à condition qu'ils aient les 16 ou 18 ans requis) et si, comme le font couramment les adultes, ils avaient descendu quelques verres de trop et fumé du bon vrai tabac à s'en donner la gueule de bois, voilà qui n'aurait scandalisé personne et surtout n'aurait pas attiré l'attention d'une certaine grande presse, plus soucieuse de faire du sensationnel — et, pour certains, de s'en prendre aux jeunes — que d'informer.

Car telle est bien l'immense hypocrisie de cette société en matière de drogue. Il y aurait les mauvaises drogues, celles qui sont interdites, et les bonnes drogues, autorisées, si bonnes même que l'Etat n'hésite pas à faire son beurre avec, lui qui s'est réservé le monopole de la vente du tabac et n'hésite pas à prélever un pourcentage appréciable sur les ventes des produits alcoolisés.

Ces drogues sont couramment admises ; il est parfaitement licite de faire des profits avec. Les industriels et fabricants de boissons alcoolisées, les Ricard, Duval et autres producteurs de pastis et Martini en tout genre, sans même parler des fabricants de gros rouge, ont contribué à empoisonner par leurs produits des générations entières. Mais ces gens-là sont riches, ils ont pignon sur rue et passent pour des gens respectables.

Pourtant les drogues qu'ils fabriquent sont un véritable fléau. Près de 40 000 personnes meurent chaque année en France des conséquences directes de l'alcoolisme. D'après les médecins, le tabagisme fait maintenant des victimes en aussi grand nombre, et c'est un fléau qui gagne chez des adolescents de plus en plus jeunes.

Les drogues qui sont officiellement considérées comme telles, et dont les consommateurs et les revendeurs sont pourchassés, constituent encore un phénomène marginal, bien loin de produire des ravages aussi larges que les drogues légales. Il n'y a pas de « bonne drogue », comme il n'y a pas de « drogué heureux ». Toutes les drogues constituent, même si c'est à des degrés divers, un poison pour l'homme et, ne serait-ce qu'un petit peu pour certaines, une aliénation de sa liberté.

Mais l'Etat et la société officielle témoignent d'une bonne dose d'hypocrisie en la matière.

Les jeunes qui, dans l'ombre, s'adonnent à des petits trafics de haschisch, de marijuana ou même de LSD — car tel est bien l'engrenage — ont bon dos. C'est sur eux qu'on crie « haro », ce sont eux qu'on inculpe et qu'on jette en prison, pendant que le commerce du tabac et de l'alcool continue de rapporter de juteux profits à l'Etat et à une poignée de capitalistes, en toute tranquillité.

En s'attaquant à quelques jeunes, en pondant un projet de loi pour la lutte contre la drogue, les pouvoirs publics font semblant de faire quelque chose. Voilà qui leur donne bonne conscience, à peu de frais.

Cécile BERNIER

" Loi Bonnet - loi raciste "

A Paris, mercredi soir 17 octobre, entre Barbès et la place de la République, deux mille personnes ont manifesté à l'appel des trois centrales syndicales, CGT, CFDT, FEN, ainsi que du MRAP et d'organisations de travailleurs immigrés.

Il s'agissait de protester contre le projet de loi dit « Barre-Bonnet » qui, accepté en juin dernier par les députés, doit être examiné par les sénateurs jeudi 18 octobre.

Ce projet, s'il est accepté par le Sénat, donne tout pouvoir au ministère de l'Intérieur pour refouler, détenir ou expulser les citoyens étrangers non munis de cartes de séjour ou de travail, ou considérés comme une « menace » pour « l'ordre public ». Et l'accès du territoire peut leur être refusé s'ils ne peuvent fournir, outre les multiples formalités administratives « ordinaires », des garanties de rapatriement. Tout cela, sans aucun recours administratif possible.

Les manifestants, parmi lesquels un certain nombre de travailleurs maghrébins et africains, s'élevaient aussi vigoureusement contre un autre projet, le projet « Boulin-Stoléru », qui complète le premier, avec le but avoué de diminuer de 3 à 5 % par an le nombre des travailleurs immigrés en France (il rendrait possible l'expulsion de 200.000 immigrés chaque année). Ce projet ne passera en discussion au Sénat que vers la fin novembre.

Avec cette série de projets de lois, le gouvernement veut renforcer son arsenal répressif vis-à-vis des travailleurs immigrés, déjà en butte à des tracasseries et des contrôles quasi systématiques. Il s'agit de légaliser l'arbitraire.

Et les manifestants avaient donc raison de scander : *« Non aux lois d'exception ! »*. Et c'est beaucoup plus nombreux que les travailleurs et leurs organisations doivent s'opposer à ces lois racistes.

Viviane LAFFONT

Meeting Lutte Ouvrière à Rennes

LE JEUDI 25 OCTOBRE
SALLE DE LA CITE

- **La rentrée sociale.**
- **Diaporama sur l'avortement**

Sous le signe de la balance... en déficit

La balance du commerce extérieur de la France a atteint un déficit de 1,8 milliards de francs pour le mois de septembre dernier, ce qui a donné au ministre du Commerce extérieur, Jean-François Deniau, l'occasion de ressortir son dada : le déficit serait dû à la hausse de la facture pétrolière, conséquence des augmentations de tarifs des pays producteurs. Quand on a un bouc émissaire, on s'en sert à toutes les sauces ; d'autant plus que l'essentiel, pour le gouvernement, est de trouver des prétextes pour nous faire accepter des restrictions.

Mais à vrai dire, en quoi ce déficit nous concerne-t-il ? A-t-on consulté la population pour lui demander son avis sur les importations ? N'y a-t-il pas des importations qui ne sont d'aucune utilité à la population et qui grèvent lourdement la balance commerciale ? Non seulement les tonnes de carburant grillées inutilement dans les chars d'assaut lors des manœuvres ou parties en fumée dans les réacteurs des chasseurs de l'armée, mais aussi les matières premières et équipements nécessaires à l'industrie d'armement, par exemple.

Alors, que le gouvernement se débrouille avec sa balance ! Que tous ceux qui font de fructueux commerces sur le marché mondial en payent le déficit ! Mais qu'on ne vienne pas nous demander de nous chauffer moins, de restreindre notre consommation ou d'accepter le blocage des salaires pour que messieurs les industriels puissent plus facilement exporter ! Ce déficit n'est pas le nôtre.

Olivier BELIN

Bariani successeur de J.J.S.S.

Grenouillages radicaux :

Le plus au centre possible !

Pour la course aux présidentielles, la kyrielle des radicaux a pris son envol. Du côté gauche, c'est officiel : le Mouvement des Radicaux de Gauche a affirmé qu'il présentera un candidat. Ce n'est pas qu'il espère beaucoup. Mais que faire d'autre ? Le Parti Socialiste les snobe ; sur la liste des candidats aux élections européennes, il ne leur a donné que deux petites places ; et encore, en faisant la moue. Alors, l'éventualité d'un candidat MRG en 1981 est peut-être une bonne base de marchandages avec Mitterrand. On fait de la mousse avec ce que l'on peut.

Du côté droit, au Parti Radical, on se dit aussi à gauche, et on fronde le gouvernement. Au dernier congrès du Parti Radical, le nouveau président remplaçant de J.-J. Servan-Schreiber, Didier Bariani, a presque insinué que Giscard ne comprenait rien à la politique : *« Les Français ne sont pas tous convaincus, loin s'en faut, de la lucidité du président »* a-t-il déclaré. Mais ces rodomontades ne l'empêchent pas de tenir à rester accroché à la mangeoire giscardienne tant que c'est de ce côté que se trouve la bonne soupe. Comme d'autres orateurs parlaient de quitter l'UDF, D. Bariani a répliqué : *« L'absence n'est jamais une bonne politique »*. Il est vrai que Bariani, lui, est présent... à la vice-présidence de l'UDF ; et Jean-Pierre Prouteau, nouveau vice-président des radicaux, est présent aussi... au gouvernement. Cependant les radicaux espèrent avoir trouvé une combine : ils cherchent à se bricoler une image de gauche, qui leur permette éventuellement de se présenter aux élections de 1981. Ainsi, s'ils raflaient quelques voix à la gauche au premier tour, ils pourraient les servir toutes chaudes à Giscard au deuxième. Service non compris, bien sûr.

Sans parler, bien sûr, de l'ex-radical de gauche pas encore radical de droite, Robert Fabre. Ne sachant pas encore qui a le plus de chances de gagner les élections présidentielles en 1981, il a décidé de se tenir modestement en réserve du radicalisme : à l'extrême-centre, en quelque sorte.

Gaston DEVAU

L'ASSASSINAT DE PIERRE GOLDMAN

Des manifestants passent au tribunal, les assassins courent toujours

Mardi dernier, trois jeunes comparaissaient devant le tribunal des flagrants délits. Ils étaient accusés d'avoir jeté des pavés sur des policiers lors de l'enterrement de Pierre Goldman.

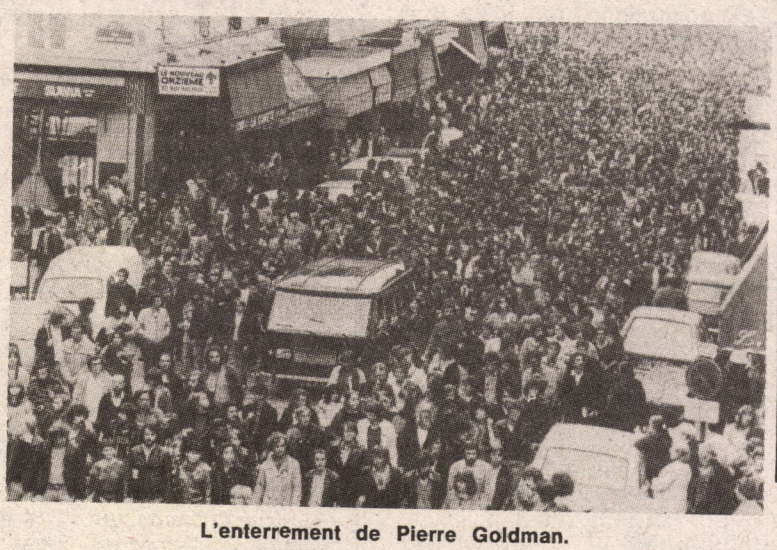
Tous trois niaient les faits qu'on leur reprochait et plusieurs témoins vinrent les soutenir. Par contre, ils se plaignirent d'avoir été injuriés et frappés à coups de matraque par des policiers. Leurs preuves : les traces qu'ils portaient encore lors d'une précédente audience au tribunal.

Malgré cela, la présidente du tribunal n'a pas voulu entendre leur plainte et s'est contentée de proclamer : *« Nous ne sommes pas ici pour faire le procès de la police, mais le vôtre. Vous êtes des accusés, non des accusateurs »*.

Une peine de trois mois de prison ferme, deux peines de trois mois de prison avec sursis mais aucune sanction pour les policiers accusés d'avoir donné des coups !

Quant aux assassins de Pierre Goldman, pas de risques qu'ils soient condamnés à quoi que ce soit, puisqu'ils courent toujours.

J.G.



L'enterrement de Pierre Goldman.

EN DÉTENTION PRÉVENTIVE DEPUIS CINQ ANS ET DEMI

Un délinquant est resté cinq ans et demi en prison avant d'être jugé la semaine dernière aux assises de Bobigny pour une affaire banale. Cinq ans et demi pendant lesquels ils a dû attendre « en détention provisoire » que la justice daigne s'occuper de son cas. Il a écrit, réclamé : rien n'y a fait. Et le provisoire est devenu de jour en jour plus définitif. Explication officielle : son dossier avait été « oublié ». Rien de moins que cela !

Il y a en France actuellement 18.000 personnes qui attendent également, la plupart depuis des mois, certaines depuis des années, sans le moindre jugement, sans recours, en détention dite « préventive ». Alors évidemment, de temps en temps, un dossier s'égare un peu plus que les autres et le détenu se retrouve aux oubliettes. Dame, la justice prend son temps !

Il est vrai que, pour se pencher sur ce genre de problème, Giscard a annoncé qu'il allait nommer un « Monsieur Détention Préventive ». Après « Monsieur Pollution » et « Monsieur Prostitution », un monsieur de plus. Pour lanterner les détenus et l'opinion publique, cela fera bien l'affaire.

Quant à supprimer le scandale de la détention provisoire, c'est autre chose. En France, les oubliettes n'ont pas encore disparu.

F.F.

Un insoumis en grève de la faim

« Christian Grimaux en grève de la faim », c'est ce que l'on pouvait lire, samedi 7 octobre, sur un panneau soutenu par une énorme grappe de ballons gonflés à l'hydrogène, qui flottait dans le ciel de Chambéry, au-dessus de la place du Marché.

Sa sœur, soutenue par ses parents et un groupe d'amis, faisait signer une pétition pour exiger sa libération. Car en effet Christian Grimaux a été arrêté parce qu'il refuse de faire le service militaire et, depuis le jour de son arrestation, le 27 septembre, il a entamé une grève de la faim dans la prison de la caserne de Satonnay, près de Lyon.

Jusqu'au 4 octobre, il avait le droit de recevoir la visite de ses parents et de son amie. Mais depuis, l'armée, ayant reçu des lettres protestant contre son arrestation, l'a placé « au secret » et les visites lui sont interdites. Ses proches sont sans nouvelles de lui et craignent beaucoup pour son état de santé.

A Lyon comme à Chambéry, les amis de Christian se mobilisent pour sa libération et pour que lui soit reconnu le droit à l'insoumission.

Christian Grimaux est passible d'amende, de peine de prison et de l'obligation de faire dix-huit mois d'armée, au lieu de douze.

Car c'est ainsi que l'armée traite ceux qui refusent de se soumettre à ses ordres.

Fêtes de Lutte Ouvrière

SAINT-NAZAIRE

LE DIMANCHE 4 NOVEMBRE,
de 10 heures à 20 heures
SALLE DE LA MUTUALITE

Au programme artistique :

Animation par « Ceux qui bossent » et des petites pièces de Bertold Brecht, jouées par le « Théâtre épique de Nantes »...

Et à midi : couscous !

LILLE

LES 17 ET 18 NOVEMBRE
AU PALAIS RAMEAU
SAMEDI 17 : OUVERTURE A 19 H PAR LE BAL

Rumeurs sur la mort de Brejnev

Rien n'est encore venu confirmer, au moment où nous écrivons, si les rumeurs faisant état de la mort de Brejnev sont fondées, ou s'il s'agit simplement de supputations parties, paraît-il, des milieux boursiers américains. Les chuchotements de Wall Street n'ont pas plus de signification que les silences du Kremlin.

Mais pour qui a vu la dernière photo de Brejnev, lors du défilé de parade à Berlin-Est où il s'est rendu en visite officielle, assis immobile et cadavérique au milieu de ses pairs debout, les rumeurs de sa mort paraissent au moins vraisemblables.

Vieux, gravement malade, en tous cas, à ce qu'il paraît, depuis plusieurs mois, Brejnev occupe cependant le poste suprême de l'Union soviétique sans que sa succession ait été seulement publiquement envisagée. Cela ne se pouvait pas. La bureaucratie a besoin d'un arbitre et cet arbitre vivant ne peut pas avoir de double officiel. Fût-il gravement malade, réduit à la figuration, il est au centre de ce subtil équilibre qui semble être établi entre la demi-douzaine de hauts dignitaires qui concentrent entre leurs mains le pouvoir et, au-delà, il est le sommet de la pyramide de cette caste de bureaucrates qui dominent l'URSS.

S'il est mort, la crise de succession est ouverte, mais les quelques vieillards qui l'entourent n'ont sans doute pas intérêt à précipiter cette crise. Et de bas en haut, la bureaucratie, cette caste pesante, craintive malgré ses immenses pouvoirs, se retrouve dans l'immobilisme d'une petite équipe figée entourant un vieillard à l'article de la mort.

Alors, que Brejnev soit malade et encore vivant ou qu'il soit mort, cela change beaucoup de choses pour les hommes qui entourent le premier secrétaire, et cela explique peut-être leur silence. Mais cela ne change rien pour les travailleurs de l'URSS car la pérennité du régime dont Brejnev est l'incarnation n'est pas liée à ce bureaucrate terne. Ce régime a survécu à Staline, à Khrouchtchev, qui n'ont pas plus représenté la classe ouvrière ou le communisme que Brejnev.

Il disparaîtra lorsque la classe ouvrière soviétique sera capable de renverser la bureaucratie anti-ouvrière, de reconquérir le pouvoir, afin d'engager de nouveau le prolétariat russe sur le chemin de la révolution d'octobre, sur le chemin du communisme.

Georges KALDY

Souslov et Kossyguine aux côtés de Brejnev le 1er mai dernier. Ils appréhendent aujourd'hui la crise de succession.

Liberté pour Petr Uhl et ses camarades !

Le procès de Petr Uhl et cinq autres contestataires tchécoslovaques doit s'ouvrir lundi 22 octobre à Prague. Ils avaient été arrêtés le 29 mai dernier, ainsi que cinq autres membres du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS), un comité qui avait été créé un an avant, en avril 1978, par dix-sept signataires de la Charte 77. La date du procès des cinq autres arrêtés du 29 mai n'est pas encore annoncée.

Les six contestataires qui comparaîtront lundi risquent tous les six une peine pouvant aller de trois à dix ans de prison, pour l'accusation de « menées subversives », « appartenance à une organisation illégale » et même pour certains d'entre eux de « subversion en liaison avec l'étranger » parce qu'ils auraient écrit des textes ou déclarations sur le régime de Husak, publiés à l'étranger.

Le régime tchécoslovaque a beau se parer de l'étiquette de socialiste, il n'est qu'une dictature où il est strictement interdit, sous peine de prison, de dire simplement ce que l'on pense ; les droits démocratiques les plus élémentaires y sont bafoués, quand ce n'est pas toute la population elle-même qui est muselée et réduite au silence grâce à l'intervention des chars soviétiques, comme pendant l'été 1968.

Avec l'arrestation de Petr Uhl et de ses camarades et avec le procès qui va s'ouvrir la semaine prochaine, le gouvernement Husak voudrait certainement faire un exemple et espère intimider tous ceux qui dans le pays veulent s'exprimer. Mais dès que fut connue la nouvelle des arrestations, fin mai, d'autres personnes avaient décidé de prendre la relève et de les remplacer au sein du VONS qui compterait aujourd'hui trente et un membres, dont quatorze nouveaux depuis les arrestations.

Pour empêcher la condamnation des contestataires tchécoslovaques, il faut que partout dans le monde se fasse entendre la protestation contre le procès qui s'ouvre le 22 octobre prochain, que soit exigée la libération immédiate de Petr Uhl et de ses camarades.

O.B.

Ils causent... ils causent... pour nous faire payer

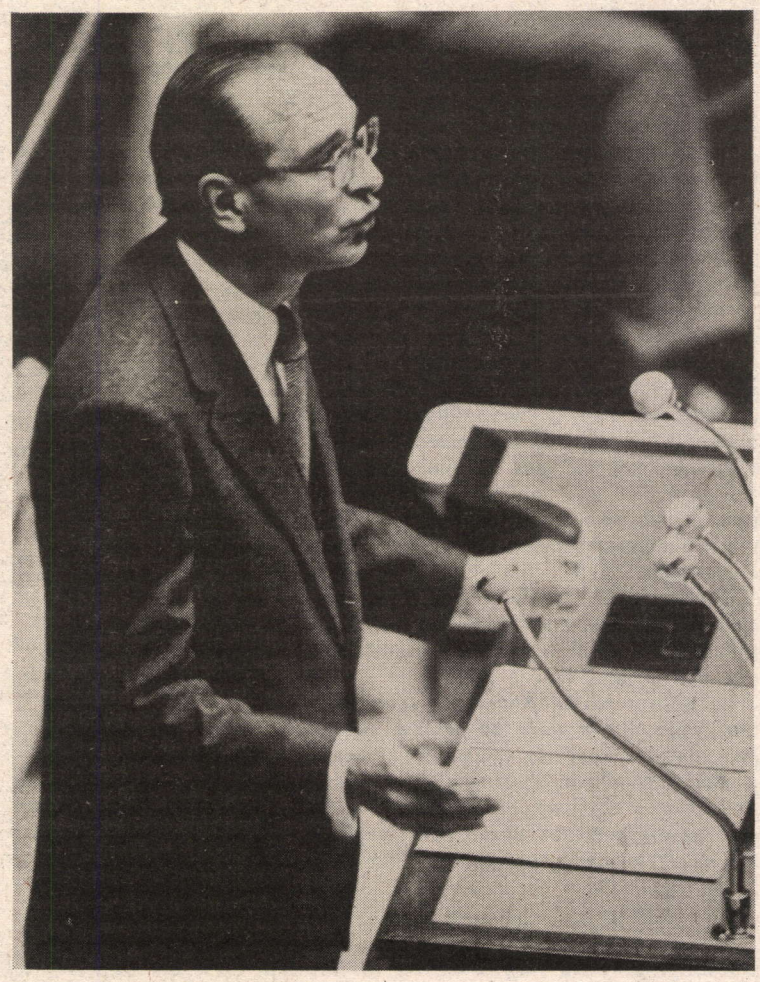
Tous les députés — à l'exception, bien sûr, de ceux du groupe UDF — ont rejeté le barème de l'impôt sur le revenu que prévoit le projet de loi des finances pour 1980 et qui doit se traduire par une augmentation générale de la fiscalité.

Ce n'est pas pour autant que nous échapperons à l'augmentation des impôts d'ailleurs ! Car le gouvernement dispose, de toute façon, des moyens de faire passer quand même sa réforme en faisant, le moment venu, voter en bloc le budget. Mais cela fait partie du grand cinéma parlementaire dans lequel un bon spectacle ne se conçoit pas sans quelques séquences où les députés de la droite jouent les opposants ! Dans ce rôle, d'ailleurs, Chirac a trouvé une nouvelle occasion de faire parler de lui, en prenant la parole après avoir boudé pendant deux ans le micro de l'Assemblée. Il est vrai que reprocher au gouvernement *« son train de vie »* peu en rapport avec *« l'austérité demandée à la population »* et pourfendre la *« très grande opulence qui insulte à la très grande humilité »* en s'adressant à un gouvernement dont le chef de file est au moment même empêtré dans une délicate affaire de joyaux, est pour le moins un coup de pied en vache !

Toutes ces amabilités ne tirent pourtant pas à conséquence, puisque Chirac lui-même poursuivait en déclarant qu'il ne voterait pas une éventuelle motion de censure du gouvernement sur la loi des finances, laissant donc entendre, d'ores et déjà, que lui et son groupe voteraient finalement le budget. Bref, il ne s'agissait là pour lui que de faire un petit numéro afin de se faire mousser à bon compte avec des palabres et quelques gesticulations.

Et dire que ce grand cirque va continuer jusqu'au 17 novembre, jour du vote final !

L.P.



Chirac cause : beaucoup de cinéma pour rien.

H = F = CHOMAGE

Les annonceurs sont désormais invités à assortir leurs offres d'emploi d'un sigle indiquant clairement que l'emploi peut être postulé *« à égalité de chances »* par une femme ou un homme. Une initiative en ce sens vient d'être prise par le magnat de la presse, M. Bleustein-Blanchet, qui a annoncé qu'il avait le concours de trois journaux *(Le Monde, L'Express* et *l'Expansion)* pour cela.

Le sigle retenu est un losange à l'intérieur duquel sont accolées les majuscules H et F.

Madame Monique Pelletier, en tant que ministre à la Condition féminine, s'est aussitôt félicitée d'une telle mesure qui complète *« les dispositions de la loi de 1975 interdisant les discriminations en matière de sexe »*.

Pas besoin d'attendre de voir comment va s'appliquer cette mesure, si même elle s'applique, pour savoir que ce n'est pas cela qui pourra changer quoi que ce soit au sort des femmes et à la discrimination dont elles sont victimes au travail comme à l'embauche. Les petites annonces sexistes seront peut-être éliminées, mais les patrons restent libres d'embaucher qui ils veulent, et parmi les chômeurs, il continuera à y avoir une majorité de femmes. Mais cette mesure si elle ne change pas grand-chose sous le soleil fait au moins une heureuse, madame Pelletier, qui a peut-être peur de se retrouver elle aussi au chômage si elle ne parvient pas à faire suffisamment de mousse autour de son activité.

C.B.

La Réunion

Une semaine de grèves

L'ensemble des syndicats de la Réunion ont appelé les travailleurs de l'île à une semaine d'action du 15 au 19 octobre, semaine se terminant par une grève générale dans les secteurs public et privé le vendredi 19.

Les grèves prévues parmi différentes catégories de fonctionnaires au début de la semaine ont, semble-t-il, été très suivies et tout donne à penser qu'il en sera de même dans les autres secteurs. Le mécontentement grandit en effet à la Réunion, où les effets de la crise économique sont venus s'ajouter à ceux de la misère engendrée par la mainmise coloniale sur l'île. Les richesses de l'île, dont la production essentiellement agricole (sucre, vanille, vétiver) est tournée vers l'exportation et contrôlée par quelques gros bourgeois, ne profitent nullement à la population dans son ensemble.

Comme aux Antilles, celle-ci souffre de l'absence de cultures vivrières suffisantes pour lui permettre de se nourrir à des prix abordables. Le chômage est massif (l'une des revendications avancées par les syndicats concerne l'application du régime d'indemnité des chômeurs). Selon les chiffres officiels, trois Réunionnais sur cinq, soit plus de 300.000 personnes, sont considérés comme ne disposant pas de ressources suffisantes pour vivre. C'est dire que le bilan du colonialisme français est particulièrement lourd à la Réunion.

Pierre VERNANT.

Martinique

Le mécontentement des travailleurs grandit

Combat Ouvrier **du 13 octobre relate en ces termes la montée du mécontentement en Martinique :**

« Après la grève des ouvriers du bâtiment, terminée il y a maintenant une semaine et demie, après la journée de grève suivie presque totalement par les agents d'Air France, d'autres couches de travailleurs sont entrées en lutte en Martinique.

Le conflit le plus important est sans doute celui des garages, où plusieurs centaines, d'ouvriers et d'employés réclament 12 % d'augmentation de salaire, alors que les patrons n'en offrent que 7 %. Mais il y a aussi les employés de la Caisse d'allocations familiales, qui réclament des mesures de reclassement et qui sont en grève depuis plus d'une semaine. Ceux de l'hôpital du Saint-Esprit sont en grève depuis le lundi 8, pour empêcher les licenciements de personnel temporaire. De plus, les travailleurs des PTT ont déposé un préavis de grève pour le 25 octobre.

Ces divers mouvements sont à l'image du mécontentement grandissant qui s'observe parmi les travailleurs, mécontentement qui peut exploser, comme dans le conflit du bâtiment, lorsque les travailleurs exaspérés ont bloqué les principales artères de Fort-de-France, ou comme ce qui s'est passé le mardi

9 octobre à l'entrée de la zone industrielle.

Les ouvriers des garages ont bloqué l'entrée de la zone industrielle, interdisant le passage des voitures, mais laissant passer les gens à pied. Et aux travailleurs des garages se sont joints des travailleurs d'autres entreprises, Socaltra, Vilo, Ercam, Central-Cash, qui ont participé à la grève ce jour-là...

Dans ces mouvements divers, on peut observer que les travailleurs se battent souvent pour les mêmes revendications : ils réclament des augmentations de salaire, soit en pourcentage comme dans le bâtiment ou les garages, soit par l'intermédiaire de reclassement, à la CAF.

Les travailleurs se battent aussi pour la garantie de l'emploi, comme à l'hôpital du Saint-Esprit, où les grévistes refusent le licenciement des auxiliaires, licenciements déjà intervenus ou en cours à l'hôpital de Trinité.

Il serait donc non seulement possible mais nécessaire d'avancer maintenant des revendications unifiantes, autour desquelles se battraient ensemble tous les travailleurs.

Le seul argument contre l'organisation de la lutte tous ensemble que fournissent les syndicats et les partis ouvriers, c'est que les ouvriers n'y seraient pas prêts. Or actuellement il est visible que le mécontentement a monté d'un cran en Martinique et touche une grande partie des ouvriers. »

Cisjordanie

Nouvelles réquisitions de terres

Dimanche 14 octobre, le gouvernement israélien a décidé d'agrandir sept colonies israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Ceci n'est pas encore assez au goût du Goush Emounim (Bloc de la Foi), organisation sioniste qui réclame la colonisation de 20.000 hectares en Cisjordanie. Dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 octobre, ses partisans ont manifesté en créant des implantations symboliques. L'armée, qui avait ordre de les disperser, n'y est pas parvenue !

Il faut dire qu'il n'était pas question pour le gouvernement d'employer contre eux les mêmes moyens que contre les Palestiniens.

Car Begin et les dirigeants du Goush Emounim ont le même but : enraciner la présence israélienne dans les territoires occupés depuis 1967.

Le gouvernement Begin est seulement plus hypocrite. Il vient de décider de ne pas réquisitionner les terres appartenant à des particuliers. Mais, en Cisjordanie, beaucoup d'habitants travaillent depuis des générations des terres pour lesquelles il n'y a jamais eu de titres de propriété. Aussi, lorsqu'on vole leurs terres, ils ne sont pas officiellement considérés comme des expropriés.

D'ailleurs, au moment de la signature du traité israélo-égyptien en mars dernier, Begin déclarait déjà qu'Israël « ne permettra jamais et empêchera que soit créé un Etat palestinien en Cisjordanie » ; **et un membre de son gouvernement ajoutait qu'ils garderaient** « pour toujours » **cette région.**

En effet, la politique de Begin n'est que la poursuite de la politique d'expansion qu'ont menée tous les gouvernements sionistes depuis 1948, par l'expropriation de tout un peuple, avec l'appui de l'impérialisme.

Les USA, s'ils se disent opposés à toute nouvelle occupation de terres, laissent faire. Le porte-parole du département d'Etat a même trouvé que la décision de Begin de ne pas réquisitionner de terre privée « allait dans la bonne direction » !

L'armée israélienne s'en prend mollement aux implantations symboliques des sionistes.

La politique sioniste n'est pas seulement criminelle pour les millions de Palestiniens contraints de se réfugier dans des camps. Elle l'est aussi pour la population israélienne, contrainte, elle, de vivre dans un état de guerre permanent. Les nouvelles implantations de colonies en Cisjordanie ne peuvent qu'amplifier la résistance du peuple palestinien. Pour faire valoir leurs droits, les Palestiniens n'ont en effet pas d'autre solution que la lutte.

Michel BROUSSE

République fédérale allemande

100 000 manifestants contre l'énergie nucléaire

Dimanche 14 novembre, à l'appel des mouvements écologistes de la République fédérale allemande, environ 100.000 personnes se sont réunies et ont manifesté dans la ville de Bonn contre l'énergie nucléaire.

Dès le samedi soir, la petite ville était submergée par le flot des manifestants venus de tout le pays et encadrés par les organisateurs, quelque 120 comités antinucléaires locaux.

Avec le badge **« Energie atomique ? Non merci »** sur leurs vêtements, les manifestants réclamaient l'arrêt immédiat de tous les réacteurs atomiques en fonctionnement dans leur pays. Les orateurs citaient, comme exemple à ne pas suivre, la France **« dont la population est mise devant le fait accompli sans jamais avoir été consultée sur le sujet »,** et accusaient les politiciens de gauche comme de droite **« d'irresponsabilité face au problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire ».**

Cet imposant déploiement de forces (le plus important qu'ait connu la capitale fédérale) est un incontestable succès pour les écologistes.

Il démontre en tout cas que les idées qu'ils défendent touchent la population, inquiète que le gouvernement accepte d'utiliser l'énergie nucléaire alors que l'on ne maîtrise pas encore les problèmes relatifs à la sécurité. Face à l'irresponsabilité de ceux qui gouvernent, il ne lui reste qu'à se faire craindre en montrant sa colère. Les manifestants de dimanche dernier s'y sont employés avec succès.

Juliette ARONI

Castro à l'ONU

La misère et l'apocalypse

Le discours prononcé le vendredi 12 octobre à l'ONU par Fidel Castro a non seulement attiré plus de monde dans la salle de l'assemblée générale que le pape Jean-Paul II dix jours plus tôt, mais il a provoqué les applaudissements des délégués de quelque 160 pays représentés dans l'hémicycle, en majorité des pays sous-développés. C'est que Castro n'a pas mâché ses mots pour dire leur fait aux grandes puissances : « Certains pays possèdent d'abondantes ressources, alors que d'autres ne possèdent rien. Quel est le sort de ces derniers ? Mourir de faim ? Rester éternellement pauvres ? A quoi sert donc la civilisation ? A quoi sert la conscience de l'homme ? A quoi servent les Nations unies ? A quoi sert le monde ? »

Castro n'a pas hésité, sur le sol même des Etats-Unis, à dénoncer la responsabilité des grandes puissances, qui concentrent à leur profit toutes les richesses du monde et qui sont responsables de la misère, de l'analphabétisme, de la faim de centaines de millions d'hommes. Il a accusé le commerce international d'être la cause de ce pillage : « Aujourd'hui, le produit d'une heure de travail dans les pays développés est échangé pour le produit de dix heures de travail dans les pays en voie de développement. » **Et il n'a pas hésité à accuser l'inflation et la** « banqueroute du système monétaire international » **d'aggraver encore la misère et la dette des pays les plus pauvres. Castro, après avoir dressé un tableau accablant des rapports inégaux entre pays impérialistes et pays sous-développés — le revenu par habitant est 14 fois supérieur dans les pays industrialisés, a-t-il affirmé —, conclut en déclarant parler** « au nom des enfants qui dans le monde n'ont même pas un morceau de pain » **et menaça les pays impérialistes :** « Si nous ne trouvons pas de solution pacifique et sage aux injustices et aux inégalités actuelles, l'avenir sera apocalyptique ».

Que de telles choses aient été dites dans le building de verre de l'ONU ne peut que faire plaisir. Mais est-ce suffisant pour qu'une telle menace puisse agir sur les trusts, sur les dirigeants des pays capitalistes, pour qu'elle les incite, comme le demande Castro, à accorder au Tiers Monde un plan de développement de 300 milliards en dix ans, soit le sixième de ce que dépenseront les seuls Etats-Unis pour leurs armements ? C'est peu probable.

Castro a fait plaisir aux pays pauvres, mais n'a pas fait peur aux pays riches. Car ces derniers ne craignent pas vraiment les révoltes des pays pauvres. Depuis 1945, ils en ont affronté des dizaines, et ils savent bien que ces révoltes n'ont jamais menacé les citadelles de l'impérialisme, car les peuples pauvres se sont révoltés chez eux. Et puis, malgré les changements de régime politique dans les pays sous-développés, les grandes puissances ont toujours trouvé le moyen de composer avec eux, de commercer avec eux et de les dominer économiquement.

L'apocalypse ? Pour faire peur aux impérialistes, Castro aurait dû les menacer de destruction interne, de la destruction de leurs propres privilèges, de la destruction de leurs propres appareils d'Etat qui leur servent à maintenir dans l'exploitation et l'oppression non seulement les pays pauvres mais leur propre population. Mais pour cela, il aurait fallu que Castro puisse s'adresser à la classe ouvrière des pays riches. Mais Castro ne l'a pas fait. Car, selon lui, la classe ouvrière des pays riches est complice, car elle est riche aussi, elle profite du système capitaliste, et par conséquent elle ne le suivrait pas.

C'est peut-être vrai. Mais c'est peut-être faux, ne serait-ce que parce que la classe ouvrière des pays riches est constituée, comme chez nous, en France, de millions de travailleurs immigrés qui viennent des pays pauvres et qui vivent dans la misère, sans compter les millions de travailleurs français qui vivent mal eux aussi.

Aux USA mêmes, parmi les travailleurs « nantis », parmi les travailleurs que Castro croit conservateurs, il y a des millions de travailleurs mexicains, noirs, portoricains, qui représentent de véritables peuples sous-développés sur le territoire d'une grande puissance.

Mais Castro ne veut pas s'adresser à eux, à ces travailleurs qui représentent un formidable potentiel révolutionnaire, la seule vraie menace d'apocalypse pour la bourgeoisie.

C'est pourquoi Castro a bien précisé que non seulement il ne venait pas « dénoncer les agressions dont son pays, petit mais digne, a été victime depuis vingt années durant, ni offenser chez lui le puissant voisin avec des épithètes superflues », **mais encore il s'est défendu de faire un discours** « révolutionnaire ».

Car Castro s'est contenté de revendiquer un plus juste partage des richesses entre les pays riches et les pays pauvres. Il réclame que les pays riches laissent aux pays pauvres des miettes un peu plus substantielles. Mais en aucun cas il n'aspire à ce que cesse l'exploitation de toute l'humanité, dans les pays pauvres comme dans les pays riches.

Alors non, les vitres de l'ONU ne se sont pas brisées lors du discours de Castro. La vie à New York s'est poursuivie comme si de rien n'était, les affaires aussi. La Bourse a continué à s'agiter indépendamment du discours de Castro, et celui-ci n'a pas réussi à percer les coffres des banques.

C'est que Castro menaçait de ce que la Bible avait toujours menacé. Le pape, dix jours plus tôt, implorait les capitalistes, les appelait à plus de justice selon l'Evangile. Le dirigeant cubain, lui, les a menacés dans la tradition de l'Apocalypse selon saint Jean.

Gil LANNOU

Coup d'état au Salvador

L'armée succède à l'armée

Le Salvador, petit pays d'Amérique centrale dont la superficie est 20 fois plus petite que celle de la France et dont la population s'élève à 4,5 millions d'habitants, vient de connaître un nouveau coup d'Etat. L'armée y succède à l'armée et deux colonels viennent de remplacer un général.

Le nouveau pouvoir a aussitôt reçu l'approbation du gouvernement des Etats-Unis, où l'ancien dictateur se serait réfugié après une retraite préparée. De là à penser que les Etats-Unis ont aussi leur Centrafrique en Amérique centrale — tout envoi de troupes mis à part — il n'y a pas loin.

Le Salvador, troisième producteur mondial de café, est jusque-là un paradis pour sociétés américaines et subit une dictature sanglante qui s'est traduite dans l'année par des centaines de morts. A l'image du Nicaragua, où une autre dictature à la solde des trusts américains s'est effondrée il y a quelques semaines, des mouvements insurrectionnels, des guérillas armées menaçaient le régime impuissant à rétablir l'ordre. Il semble que le nouveau régime s'emploie à réprimer. C'est ainsi qu'une dépêche de l'AFP du 17 octobre nous apprend que des groupes de guérilleros se sont affrontés avec les forces armées près de la capitale, et que ces dernières ont attaqué trois usines occupées depuis deux mois par des ouvriers appartenant à l'extrême-gauche, qui détenaient plusieurs otages.

C'est dire que leurs déclarations et promesses sur le rétablissement des droits démocratiques, des libertés syndicales, la réforme agraire, sont pour le moins sujettes à caution. Les militaires ont, semble-t-il, obtenu le ralliement de l'Eglise, des chrétiens-démocrates, d'autres politiciens qui avaient été contraints à une opposition légaliste et qui espèrent sans doute de la nouvelle équipe une réhabilitation ou un emploi.

Quant aux groupes révolutionnaires qui, eux, appellent à combattre ce prétendu nouveau régime, ils ne semblent pas vouloir lâcher la proie pour l'ombre. C'est leur action armée, leur lutte, qui a finalement été à l'origine de ce changement de personne à la tête de l'Etat. Mais les habitants de San Salvador, qui n'ont toujours connu pour tout régime politique qu'une succession de pouvoirs militaires, sont payés pour savoir qu'ils se valent et ne tardent pas à exercer la pire dictature.

Les USA, qui ont favorisé ce changement en douceur à la tête du Salvador, n'en sont donc probablement pas encore quittes vis-à-vis de la population salvadorienne en lutte.

Louis GUILBERT

NOTRE PROCHAIN DOSSIER

— Le problème basque : quatre ans après la mort de Franco.

Turquie

Derrière le jeu parlementaire, l'armée

Depuis décembre 1978, l'état de siège décrété par Ecevit, sévit dans 13 provinces.

Bülent Ecevit, chef du gouvernement truc, a donné lundi 16 octobre sa démission. C'est qu'aux élections sénatoriales partielles qui s'étaient déroulées la veille, son parti, le Parti Républicain du Peuple, avait perdu onze sièges, alors que son concurrent direct, le Parti de la Justice de Suleyman Démirel, en gagnait une quinzaine, de même qu'il remportait aussi les cinq sièges de député vacants pour lesquels se déroulait en même temps l'élection. Désormais, Ecevit ne pouvait même plus compter sur sa majorité fragile, dont il ne disposait d'ailleurs que grâce à l'appui des indépendants auxquels il avait accordé des postes dans son gouvernement.

C'est donc son concurrent habituel, Démirel, qui semble une fois de plus destiné à lui succéder, bien qu'il ne dispose pas, lui non plus, de la majorité absolue au Parlement et qu'il est possible qu'il préfère, avant de revenir au pouvoir, provoquer des élections anticipées dans lesquelles il peut espérer, vu les résultats des partielles, augmenter la représentation de son parti.

Ainsi les deux principaux partis turcs, le Parti de la Justice, de droite, et le Parti Républicain Populaire, qui se veut marqué à gauche et s'appuyait sur la centrale syndicale, le DISK, continuent à alterner au pouvoir.

C'est finalement un jeu parlementaire bien classique qui se joue en Turquie, où les deux partis principaux, celui de droite et celui qui se dit de gauche, alternent au pouvoir pour faire la même politique, celui qui se trouve dans l'opposition remplaçant celui au gouvernement, quand l'exercice du pouvoir pendant quelques années l'a trop déconsidéré.

Ecevit avait succédé à un gouvernement d'alliance entre Démirel et le colonel Turkes, chef de file du parti d'extrême-droite, gouvernement responsable entre autres du massacre de la manifestation du 1er mai 1977. A supposer qu'il ait suscité des espoirs dans les classes travailleuses, grâce au soutien que lui avait accordé la centrale syndicale, cet espoir n'aurait guère eu le temps de durer. Ecevit, à qui est dévolu le rôle de la gauche dans le contexte politique de la Turquie, a rempli ce rôle comme le remplit habituellement la gauche réformiste un peu partout dans le monde : en menant la politique de la droite. Il n'a rien résolu des problèmes du pays, et notamment n'a pas enrayé l'inflation galopante qui sévit.

Mais par contre, tout comme son prédécesseur, il a fait appel à l'armée à plusieurs reprises contre la population, notamment en décrétant l'état de siège dans treize des provinces du pays.

C'est que, dans ce pays pauvre et sous-développé qu'est la Turquie, derrière le voile de la démocratie parlementaire, l'armée arbitre la situation plus ostensiblement que dans les pays classiques du régime parlementaire bourgeois. Elle est intervenue à plusieurs reprises directement sur le devant de la scène politique, comme elle l'avait fait en 1971, en prenant le pouvoir pour faire face à une vague de grèves et d'émeutes populaires. Et même si elle a préféré ensuite à chaque fois se retirer derrière un gouvernement civil, elle en reste de toute façon l'appui essentiel, et c'est elle qui détient la réalité du pouvoir.

Olivier BELIN

Un monde où l'on torture et assassine les enfants

L'année internationale de l'Enfance, c'est aussi celle des enfants séparés de leurs parents, emprisonnés, torturés ou massacrés. Amnesty International dénonce, derrière les belles paroles, la réalité d'une répression féroce qui n'épargne pas les enfants. Et il n'est pire condamnation, pour la société barbare dans laquelle nous vivons, que le rapport accablant qu'elle vient de publier. Pas moins de 21 pays sont nommément mis en cause. En Amérique, tandis que Carter fait des discours sur les droits de l'homme, les dictateurs au service de l'impérialisme américain font régner la terreur. A Haïti, c'est en 1969 qu'un enfant de 11 ans a été emprisonné avec un groupe de paysans. On n'a plus de nouvelles de lui. Au Salvador, en 1979, ce sont quatre jeunes gens de 12 à 19 ans assassinés par les forces de sécurité. En Argentine, ce sont des nouveaux-nés enlevés avec leur mère et disparus depuis ; c'est une femme torturée à l'électricité et qui accouche d'un enfant né à la suite des tortures. Relâchée, elle a été examinée par des médecins d'Amnesty International. Au Chili, plusieurs dizaines d'enfants, aujourd'hui réfugiés au Danemark, ont subi des tortures. Une fillette de 3 ans fut fouettée et plongée dans l'eau glacée sous les yeux de sa mère.

En Afrique du Sud, en 1975, après les émeutes de Soweto, 150 enfants ont été torturés. En Indonésie, il y a des hommes de 20 à 30 ans qui sont en prison depuis quatorze ans, depuis le coup d'Etat militaire de 1965. Ils avaient alors entre 6 et 16 ans.

La très démocratique Angleterre est citée elle aussi, pour deux enfants brutalisés en Irlande du Nord par des soldats britanniques.

En URSS, la caricature monstrueuse du socialisme régentée par Brejnev emprisonne des opposants et leur retire la garde de leurs enfants. Amnesty International cite le cas de dissidents religieux « privés du droit parental ». **En Allemagne de l'Est, un architecte et sa femme ont été autorisés à émigrer à l'Ouest en 1975, mais leurs enfants leur ont été enlevés et tout contact rompu avec eux.**

L'URSS entretient de bonnes relations avec des pays sous-développés où la dictature est aussi féroce qu'ailleurs. En Ethiopie, en 1977, le lieutenant-colonel Mengistu a fait massacrer de 500 à 1.000 jeunes de 11 à 13 ans dans la nuit du 29 au 30 avril. En Irak, trois jeunes Kurdes ont été exécutés, un quatrième emprisonné à vie.

Mais que tout cela ne nous fasse pas oublier les responsabilités de Giscard et de l'Etat français dans le massacre de 50 à 100 enfants à Bangui, sur les ordres de Bokassa.

Pierre BUISSON.

Sahara occidental

La monarchie marocaine contre le droit des peuples

Soldats du Front Polisario avec les armes récupérées sur l'armée marocaine.

L'avancée des combattants du mouvement nationaliste sahraoui, le Front Polisario, au début octobre jusque dans Smara, la deuxième ville du Sahara occidental, qui avait été annexée par le Maroc, a eu un grand retentissement en Afrique et dans les pays intéressés. C'est d'ailleurs bien ce que le Front recherchait.

Pendant quatre heures, des combats très violents ont eu lieu. Le Front Polisario s'est retiré après avoir libéré des Sahraouis et fait prisonniers des soldats marocains. Il a ainsi démontré de façon spectaculaire qu'il était capable de porter des coups à l'armée marocaine même dans les endroits qu'elle pensait le mieux tenir.

Depuis quatre ans, dans des conditions particulièrement difficiles, le peuple sahraoui poursuit sa résistance à la présence marocaine, au prix de sacrifices considérables. Et depuis quatre ans, les troupes de Hassan II n'ont pas réussi à l'écraser.

Si, à la suite du coup d'Etat de l'été dernier, le nouveau gouvernement mauritanien a préféré se dégager de la guerre, le Maroc, lui, s'accroche. Il le fait avec la bénédiction de la France, qui lui fournit une aide en armement, en matériel moderne et en conseillers militaires, comme des journalistes ont pu le constater à Smara. C'est d'ailleurs avec des Mirage bien français que les troupes marocaines viennent de bombarder les positions du Front Polisario.

Cette guerre, le roi du Maroc l'impose à sa propre population. Aux millions de chômeurs qui existent au Maroc, à la sous-alimentation, aux kilomètres de bidonvilles qui engorgent les villes, à la misère d'une paysannerie dépourvue de tout moyen pour cultiver un sol aride, la guerre vient ajouter ses ravages et ses morts. Car, tout comme le peuple sahraoui, la population marocaine paye elle aussi un tribut sanglant, chiffré en milliers de morts, à cette guerre que poursuit Hassan II aux confins du Sahara occidental.

Régine VILLON

dossier
LA CRISE
DE 1929

Il y a 50 ans, la grande débâcle du capitalisme

La bourse de New York au lendemain du jeudi noir.

Pour les chômeurs, la seule manière de manger, c'est souvent la soupe populaire.

Il y a cinquante ans, le jeudi 24 octobre 1929, démarrait, par le krach de Wall Street, la bourse de New York, la grande crise de 1929.

Ce jour-là, les actions, dont la spéculation avait fait grimper prodigieusement les cours, alors que déjà dans le pays l'activité économique se ralentissait, perdirent brutalement la valeur magique qu'elles possédaient aux yeux de ceux qui spéculaient sur elles, et apparurent pour ce qu'elles étaient : des chiffons de papier.

L'effondrement boursier fut suivi de l'effondrement bancaire et de l'effondrement économique. Des dizaines de milliers de capitalistes furent précipités dans la faillite.

C'était la ruine pour une partie des bourgeois. Mais cette ruine, c'était la classe ouvrière, et l'ensemble de la société, qui allaient en subir les conséquences.

La classe ouvrière a payé la crise par des années de chômage et de misère. Et avec elle, c'est l'ensemble de la société qui a subi les conséquences de la régression économique, qui a été soumise aux dictatures issues des convulsions politiques exacerbées par la crise, et qui a été entraînée dans la boucherie de la Seconde Guerre mondiale sur laquelle elle a débouché.

La crise de 1929 est apparue comme un cataclysme. Mais en fait, elle n'avait rien d'accidentel.

Elle traduisait le fait que la société ne domine pas les forces économiques.

Elle traduisait le fait que c'est l'anarchie qui règne dans la production, parce que l'appareil de production est aux mains de capitalistes, de propriétaires privés, libres chacun de produire ce qu'ils veulent, libres de disposer comme ils l'entendent de leurs capitaux et de leurs ouvriers.

Elle traduisait le fait que le moteur de la production, c'est la recherche des profits par ces capitalistes, et non pas les besoins de l'ensemble des populations.

Le système économique qui a engendré la crise de 1929 est toujours en place. Il porte en lui les mêmes dangers. Et si on sait par quelle régression économique et par quelle détresse humaine la crise de 1929 s'est traduite, personne ne peut savoir ce que nous coûtera la crise dont l'ombre plane déjà sur nous.

Ces crises, avec leur cortège de gâchis et de misère, font partie du fonctionnement normal du système capitaliste. Et on ne peut les supprimer, qu'en mettant fin au capitalisme lui-même.

On détruit le lait par pleins bidons... alors que les pauvres meurent de faim.

Les économies nationales tentent de se replier sur elles-mêmes

La baisse de la production et le manque de débouchés s'accompagnèrent d'une régression des échanges internationaux. En 1932, le volume des échanges était inférieur d'un tiers en quantité et de deux tiers en valeur par rapport à 1929. La succession des crises monétaires et l'effondrement du système des paiements internationaux qui désorganisèrent le commerce international, contribuèrent à réduire encore plus le commerce international. Cette désorganisation fut telle que, dans certains cas, les Etats furent contraints d'en revenir aux méthodes primitives du troc : les Etats-Unis échangeaient ainsi du blé contre du café avec le Brésil ; la Hongrie du blé contre du coton brut avec l'Inde.

Mais cette réduction des échanges internationaux était aussi le résultat de la politique des différents Etats face à la crise : chacun cherchait à protéger sa propre économie, sans se préoccuper des répercussions internationales de ses mesures ; à exporter plus et à importer moins. Les mesures protectionnistes se multiplièrent : élévation des barrières douanières, restrictions ou même interdictions de certaines importations, vinrent encore accroître les obstacles à la circulation des marchandises, des capitaux... et contribuèrent à aggraver encore la crise.

Si, à partir de 1933, la production commença à redémarrer (surtout grâce au développement des dépenses de guerre), sur le plan international en 1939, à la veille de la guerre, les échanges internationaux n'avaient pas retrouvé leur rythme d'avant-guerre.

Quant au niveau de vie des populations, il était loin, lui aussi, de redémarrer en même temps et au même rythme que la production.

● Régression économique, gâchis et misère dans le monde entier

Dès le lendemain du krach, l'effondrement de la production, qui avait déjà commencé à baisser auparavant, s'étendait de proche en proche à toute l'économie des Etats-Unis, et, à partir de là, au monde entier.

Il n'y eut pas un domaine de l'économie qui n'ait pas été touché : les moyens de production comme les biens de consommation, les moyens de subsistance et les matières premières ; la production agricole comme la production industrielle ; le commerce intérieur et le commerce international, le crédit, la Bourse, les monnaies.

La régression de la production industrielle mondiale fut telle qu'en juillet 1932, son niveau général était inférieur de presque 40 % à celui de juin 1929. La production d'acier dans le monde tomba de 120 à 50 millions de tonnes. La production des moyens de production régressa de 50 % : la production ne compensa même plus l'usure naturelle des machines.

La crise s'alimentait d'elle-même. A son origine, la surproduction : trop de produits avaient été jetés sur le marché par rapport aux capacités d'achat ; ils ne trouvaient plus d'acheteurs. Les cours baissèrent, s'effondrèrent parfois. La production dut être réduite.

Cela entraîna des faillites, des fermetures d'usines, avec pour conséquence le chômage pour de nombreux travailleurs.

Cela réduisait d'autant la capacité d'achat de la population. Et cette réduction, à son tour, avait pour conséquences la fermeture d'autres usines, une nouvelle aggravation de la crise.

Le cycle semblait sans issue.

Dans l'agriculture, la surproduction provoqua l'effondrement des cours. Il n'y avait pas possibilité de vendre : les seules solutions trouvées furent la destruction des produits et la réduction de la production. Des milliers de tonnes de produits sont retirés du marché, stockés ou détruits. En France, par exemple, on incorpora au blé des produits chimiques pour le rendre impropre à la consommation. Aux Etats-Unis, on jeta le lait, etc. La surface des terres cultivées régresse rapidement, ainsi que le nombre total des têtes de bétail.

On assista à ce gâchis énorme : d'un côté on détruisait des forces productives, de la nourriture, des objets de première nécessité ; et de l'autre, il y avait des dizaines de millions de gens qui crevaient de faim.

Dans les seuls pays capitalistes développés, le nombre de chômeurs recensés atteignit en 1932 30 millions ; mais ce chiffre ne tient compte ni des chômeurs partiels, qui étaient légion, ni des chômeurs des pays sous-développés. Même le chiffre de la Société des Nations, qui parle de 60 à 70 millions de gens « privés des moyens de subsistance » *est certainement en-dessous de la vérité. Et les artisans, les petits commerçants, les petits industriels furent durement touchés. Les membres des professions libérales furent, eux aussi, jetés sur le pavé. Dans les villes, les soupes populaires, les poubelles des restaurants, la mendicité devinrent les ultimes recours de centaines de milliers de gens. Dans les campagnes ou dans les pays sous-développés, les plus pauvres en étaient* « réduits à glaner leur subsistance dans les champs », *quand il y a des champs. Et la crise a continué de s'approfondir jusqu'en 1933.*

dossier
LA CRISE DE 1929

Après le krach boursier, la

Avant la crise

La croissance économique et ses limites

S'il y a bien eu croissance économique entre la fin de la Première Guerre mondiale et 1929, elle est loin d'avoir été générale. Non seulement les pays coloniaux en ont été exclus, mais même les vieilles puissances européennes ont très peu profité de cette prospérité. La guerre de 1914 avait accéléré leur déclin, et même pour les pays sortis victorieux de cette guerre, tels que l'Angleterre et la France, il fallut l'aide américaine pour remettre en route l'économie.

Les Etats-Unis tirèrent l'essentiel des avantages du redémarrage économique de l'après-guerre. Ils ont profité de la guerre — où ils sont entrés trois ans plus tard que les puissances impérialistes européennes — pour évincer leurs rivaux européens, qui s'entre-déchiraient, d'un certain nombre de marchés, pour prendre des positions sur d'autres, pour ravir définitivement à l'Angleterre la domination du marché financier mondial. Au sortir de la guerre, les Etats-Unis apparaissaient pour ce qu'ils sont devenus : la première puissance économique du monde.

En dix ans, les progrès furent spectaculaires : leur production augmenta de plus de 50 %, leur productivité fit un bond de 70 % !

Une partie de la population américaine bénéficia des retombées de la croissance économique. Ce fut l'époque où fut célébré dans les romans, les films, les affiches « l'American way of life » (le mode de vie américain) : des millions de petits bourgeois et d'ouvriers aisés s'endettèrent pour pouvoir réaliser ce rêve. Mais même aux Etats-Unis, la prospérité n'était pas le lot de tous. 40 % des familles ne disposaient pas des ressources nécessaires pour accéder au confort minimum. Les prix agricoles baissaient, les paysans se ruinaient.

Cependant cette période de croissance et de prospérité prenait fin, mais l'expansion économique se poursuivait de façon artificielle. Sous une apparence toujours prospère, le marché commençait à s'engorger, mais le crédit, qui avait connu une extension apparemment sans limites, permettait d'absorber une production toujours plus importante. Mais ce gonflement artificiel du marché ne pouvait durer indéfiniment.

A partir de juin 1929, cependant, avant même, donc, le krach boursier, la production industrielle américaine commençait à chuter ; en trois mois, elle tomba de 7 %, comme commencèrent à chuter également les profits industriels, entraînant dans un premier temps davantage d'argent encore vers la spéculation.

Aux Etats-Unis, la grande époque de la spéculation boursière

Dans les deux années qui précédèrent la crise, on assista à une montée frénétique du cours des actions en bourse. Près d'un million de gens jouaient en bourse.

On se jetait sur les actions sans hésiter à pousser les enchères pour emporter la vente. On achetait des titres à crédit avec de l'argent qu'on ne possédait pas. On acceptait des prêts à n'importe quel taux usuraire, pourvu que cela permette d'acheter, d'acheter, d'acheter toujours. Dès qu'un bénéfice était en vue, on revendait ses actions pour en acheter de nouvelles. Et on recommençait.

On achetait tout ce qui se présentait. On ne se souciait pas de ce qu'étaient ces actions. Elles pouvaient bien représenter une entreprise saine, une société au bord de la faillite, ou bien du vent, peu importait ! D'ailleurs, il se créait des quantités de sociétés plus ou moins fictives. Les aventuriers de la finance s'en donnaient à cœur joie, avec la caution bienveillante, intéressée et parfois active, des banquiers les plus honorables. Et qui leur en aurait fait le reproche, puisque les cours continuaient à monter ? Tant qu'on était sûr de la hausse, tout pouvait se vendre, tout pouvait s'acheter, puisque au bout du compte, il y avait toujours des gains en perspective ! La bourse vivait dans un bain de folie permanente. C'était devenu un univers irrationnel qui n'avait plus rien à voir avec la réalité économique dont elle était pourtant censée être le thermomètre.

Au milieu de toutes ces opérations artificielles, de toute cette prospérité fictive, il suffisait qu'une petite minorité cesse d'acheter pour que le doute s'introduise dans l'esprit de tous. Toute cette confiance tenait à bien peu de choses. Dans cette atmosphère de confiance irrationnelle, un rien — une rumeur, un faux bruit — pouvait causer un mouvement de méfiance tout aussi irrationnel.

Selon l'économiste J.K. Galbraith, ce serait bien des faits mineurs qui auraient déclenché la panique qui aboutit au krach de 1929 : par exemple, la faillitte de l'empire financier bâti par l'Anglais Clarence Hatry, un spéculateur de haute volée ; ou encore, le refus des autorités d'un Etat américain de donner son accord à une opération spéculative à laquelle voulait se livrer une société de production d'électricité.

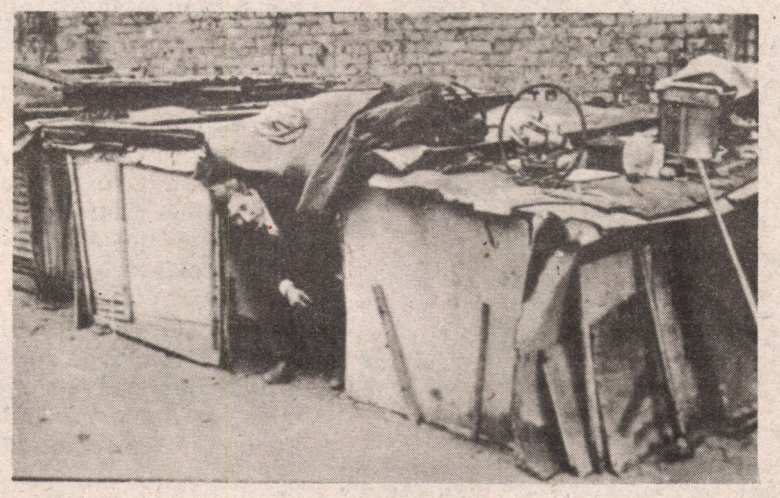
Or, on entrait dans une période où la production commençait à baisser. Le décalage entre l'emballement spéculatif et la réalité de l'économie s'aggravait par les deux bouts. Les centaines de milliers de réactions individuelles de méfiance allaient se traduire par une gigantesque panique qui, en provoquant l'effondrement de l'édifice boursier, allait marquer le début de l'effondrement de l'ensemble du système économique.

C'est le krach boursier de Wall Street, la bourse de New York, ce « Jeudi Noir », comme il fut appelé, qui marqua le début de la crise de 1929.

En fait, au cours de la période précédente, les facteurs de crise s'étaient multipliés et développés dans tous les pores de l'économie. L'augmentation des stocks d'invendus, l'importance gigantesque prise par le crédit, les difficultés de l'agriculture, la spéculation, etc., tout cela était resté masqué par la confiance générale en une prospérité sans limites. Cela aurait peut-être pu continuer ainsi encore un certain temps.

Mais brutalement, le « Jeudi Noir » sonna le glas de cette confiance. Du jour au lendemain, toutes les contradictions accumulées éclatèrent au grand jour.

Les Etats-Unis, puis le monde entier, entraient dans la crise.



Aux portes des grandes villes américaines, les bidonvilles se multiplient.

EXTRAIT DE « INDIGNANT HEART »

(LA RAGE AU CŒUR) AUTOBIOGRAPHIE D'UN MILITANT SYNDICAL EN 1929

« J'ai été licencié en 1929 et le peu d'argent que j'avais mis de côté fut bien vite dépensé. En 1929, personne n'avait de travail. Les gens mangeaient des aliments gâtés qu'ils allaient ramasser dans les poubelles autour des magasins ou des restaurants. J'ai passé l'hiver à marcher dans les rues, et j'y ai vu des familles entières, dehors, dans la neige, avec leur mobilier. On en vint à tel point que la municipalité dut faire quelque chose. Aux familles qui avaient des enfants, elle donna assez de nourriture pour leur permettre de vivre. Les dirigeants de la municipalité firent savoir par la presse que la ville paierait le prix du voyage à tous ceux qui avaient quelque part où aller. Les employés municipaux recevaient leur salaire sous forme de coupons de papier car l'argent était réservé aux affaires. Les ouvriers volaient de la nourriture et bien d'autres choses. La police ne faisait rien, elle disait qu'elle ne pouvait pas se permettre de nourrir tout le monde dans les prisons... Les queues devant les soupes populaires étaient aussi longues que devant les bureaux d'embauche. On n'attendait pas moins d'une heure et demie pour une assiette de soupe et un biscuit... »

A Paris, en 1935, les chômeurs font la queue devant l'office de la main-d'œuvre.

Le Jeudi N… et ses con…

Depuis le mois de septembre 1929, le cours des actions avait cessé de monter à Wall Street. Le 21 octobre, les cours baissèrent. Pour tenter d'enrayer ce mouvement, six grandes banques décidèrent d'acheter des actions en masse pour en faire remonter le cours.

Mais dans tout le pays, les petits porteurs s'inquiétèrent : et si la baisse continuait ? Ne valait-il pas mieux vendre tout de suite ?

Jeudi 24 octobre : dans les cabinets des courtiers de la bourse, les coups de téléphone se multiplièrent, les télégrammes s'accumulèrent. Tous disaient à peu près la même chose : « Vendez au meilleur prix ». **Et ce fut la ruée. Dans l'enceinte de la bourse, près de 13 millions d'actions furent mi-**

L'économie… en chute li…

Dans tous les secteurs de l'économie, l'effondrement boursier ouvrit les vannes de la crise.

La mévente se généralisa : l'effondrement des prix moyens en donne une illustration. Les prix industriels baissèrent de 40 % en moyenne, les prix agricoles de plus de 50 %. Les prix moyens connurent de grandes disparités : si certains baissèrent peu, d'autres s'effondrèrent.

Les conséquences furent dramatiques. Entre octobre 1929 et la fin de 1932, 60 700 usines cessèrent toute activité, soit

Chômage e… dans le pa… du monde

Au plus profond de la crise, aux Etats-Unis, le nombre des chômeurs dépassa les 15 millions : plus du quart de la population active. Dans la plupart des villes américaines, il n'existait aucune institution destinées à venir en aide aux chômeurs, encore moins d'allocations-chômage. Tout au plus, certaines associations religieuses offraient-elles aux chômeurs un maigre repas le soir et une paillasse pour la nuit, à condition qu'ils acceptent d'assister à d'interminables services religieux.

Ce n'est que plus tard, craignant la multiplication des émeutes de la

crise démarrait aux États-Unis...

oir séquences

es en vente. Et comme el-s ne trouvaient pas pre-eurs, les cours baissèrent. n 48 heures, la baisse at-eignit ainsi 10 % en moyen-e.

En une semaine exacte-ent, l'ensemble des cours baissé en moyenne de 30 our cent, et pour certains tres, en particulier ceux des ociétés d'investissement, la aisse a été de 50, voire 80 our cent !

Dans les jours et les se-aines qui suivirent, les va-eurs qui semblaient les plus ûres furent touchées. L'US teel (le principal trust de acier) vit le cours de ses ctions tomber de 250 à 22 ollars ; les actions de hrysler connurent une chu-e tout aussi vertigineuse : e 135 à 5 dollars.

Conséquence immédiate : es banques s'effondrèrent par centaines. Dans la débandade du krach, elles avaient dépensé tout ou partie de l'argent qui leur était confié, elles durent cesser leurs paiements.

Les petits porteurs, les petits épargnants furent ruinés. Ils perdirent leurs économies pour ne garder que leurs dettes.

Quant aux patrons, beaucoup avaient pris l'habitude de faire « travailler » leurs liquidités en les prêtant à court terme pour la spéculation. Dans la débâcle, ils furent brutalement incapables de payer leurs ouvriers, de régler leurs fournisseurs. Pour de nombreuses entreprises, ce fut la faillite immédiate. Et dans les quinze jours qui suivirent le krach, deux millions et demi de salariés perdirent ainsi leur emploi.

des États-Unis bre

6 % du nombre total. Le reve-u national des USA tomba de lus de 52 %, et le revenu agri-ole de plus de 58 %. En juil-t 1932, l'industrie de l'acier e tournait plus qu'à 12 % de a capacité.

Le fond de la crise ne fut at-eint que dans les premiers ois de 1933. La rumeur d'une rochaine dévaluation du dollar rovoqua un début de panique hez les possesseurs d'un dépôt ancaire. Pour éviter la catas-ophe, les banques furent fer-ées dans tout le pays. Du jour u lendemain, il fut impossible d'utiliser les sommes déposées en banque, même en tirant des chèques. L'argent liquide vint à manquer pour effectuer les achats quotidiens. Les salaires n'étaient plus payés. Dans les villes, les services municipaux cessaient de fonctionner. Dans certaines régions, on en était réduit au troc. Des entreprises, des municipalités allèrent jusqu'à créer leur propre monnaie en attendant mieux. Toute l'économie fut ainsi paralysée pendant plusieurs semaines.

Puis les banques rouvrirent les unes après les autres, et les affaires reprirent peu à peu.

t misère ys le plus riche

im, que l'on vit les municipalités rganiser des soupes populaires et stribuer des secours en espèces.

Plus d'un million de chômeurs vaient été chassés de leur loge-ent. Dans les grandes villes se onstituèrent de gigantesques bi-onvilles. Le plus célèbre fut sur-ommé par dérision « Hoover Val-y » (la vallée de Hoover — nom u président des USA à l'époque) : était installé en plein cœur de ew York.

A la campagne, dans certaines gions, les fermiers en venaient à chauffer au maïs, tellement ce-i-ci était devenu bon marché par pport au charbon. Un million de fermiers ruinés, furent chassés de leurs exploitations et allèrent grossir les rangs des chômeurs.

Les routes américaines devinrent le lieu d'un exode permanent. Par centaines de milliers, les gens partaient, à pied ou dans de vieilles guimbardes, avec tous leurs biens, dans l'espoir de trouver ailleurs de meilleures conditions de vie ; parmi eux il y avait de très nombreux jeunes. Les municipalités avaient une telle peur de les voir s'installer dans leurs villes qu'elles instaurèrent pour eux un permis de séjour obligatoire de 48 heures qui n'était renouvelé que sur justification d'un emploi.

... et se poursuivait dans le monde entier

En Europe

Tous les pays européens furent entraînés dans la crise qui avait démarré aux Etats-Unis.

L'un des pays d'Europe les plus gravement atteints par la crise mondiale fut l'Allemagne, une Allemagne qui manquait déjà auparavant de débouchés et dont l'économie dépendait pour une grande part des capitaux étrangers. Ceux-ci se retirant du fait de la crise, ce fut rapidement la débâcle de toute l'économie. Les faillites étaient innombrables. En juillet 1931, une des plus grandes banques allemandes, la Danat, se déclara en cessation de paiement. L'Etat intervint, mais toutes les banques furent fermées pendant un mois.

Le chômage prenait aussi l'allure d'une catastrophe. A la fin de l'année 1931, l'Allemagne comptait 6 millions de chômeurs. Des millions de petits bourgeois furent aussitôt touchés de plein fouet et à leur misère s'ajoutaient la rage et le désespoir.

La Grande-Bretagne, à son tour, fut atteinte par la crise, malgré les marchés et les ressources que lui procurait son empire colonial.

En septembre 1931, le gouvernement britannique dut abandonner l'étalon-or, et la livre sterling, symbole de la prospérité et de la puissance de la bourgeoisie britannique, baissa de près de 40 %. Derrière elle, une trentaine d'autres monnaies s'effondrèrent.

La France, quant à elle, fut protégée jusqu'en 1930-1931 des effets les plus graves de la crise, par l'importance relativement moins grande que tenait l'industrie dans l'économie, par l'importance d'une paysannerie nombreuse, moins intégrée au marché que dans d'autres pays impérialistes, et peut-être par l'exploitation de son empire colonial. Mais la crise finit par toucher gravement la France elle aussi.

Berlin : on vient aux nouvelles à la Caisse d'Epargne après le krach de la Danat bank. La police garde l'entrée après la fermeture des guichets.

Dans les pays sous-développés

Dans les pays sous-développés — qui étaient encore, pour la plupart, des colonies — ce fut la disette et la famine. En effet, les cours des matières et des produits agricoles — souvent leurs uniques ressources — s'effondrèrent (entre 1928 et 1932 par exemple, le prix du sucre cubain fut divisé par 2,7; celui du caoutchouc par plus de 5). Leurs dettes à l'égard des pays développés s'accrurent dans d'énormes proportions.

Le commerce mondial fut ralenti et, même aux cours les plus bas, matières premières et produits agricoles ne trouvaient pas preneurs : le café brésilien était brûlé dans les chaudières de locomotives. En Chine, le nombre de têtes de bétail diminuait tandis que la population mourrait de faim.

Les pays colonisés furent de plus accablés de charges supplémentaires par les puissances coloniales. Celles-ci exigeaient par exemple de leurs colonies qu'elles s'approvisionnent sur le marché métropolitain, y compris à des prix largement supérieurs à ceux du marché mondial ; elles leur faisaient subir le contrecoup de la dépréciation de leur monnaie, etc.

Dans tous ces pays, le chômage des ouvriers, la ruine des paysans et des artisans atteignit des proportions effroyables.

dossier
LA CRISE DE 1929

Les bourgeoisies face à la crise

Roosevelt entouré de son état-major.

La crise économique atteignit son paroxysme dans les années 1932-1933. Mais elle a continué à se développer bien après sur le plan social et politique. La vie politique de tous les pays impérialistes en a été profondément marquée.

LES DIFFERENTS ETATS PRENNENT DES MESURES D'URGENCE

Face à la crise, les dirigeants politiques furent pris au dépourvu et commencèrent à prodiguer des paroles rassurantes.

Au plus fort de la crise, ils se bornèrent à prendre au coup à coup des mesures d'urgence : dans les relations internationales, suspendre les dettes entre Etats (en particulier les « réparations » qui étaient encore dues par l'Allemagne au titre de la guerre de 1914-1918), tenter de protéger leurs capitalistes contre la concurrence internationale exacerbée en élevant des barrières douanières ; sur le plan intérieur, éviter l'effondrement économique total en renflouant les banques déterminantes et certaines entreprises.

Cela, c'était pour les capitalistes. Et comme l'un des principaux soucis de tous les Etats et gouvernements en place était de diminuer leurs charges, parce que leur budget se réduisait, on vit dans tous les pays, à des degrés divers, des augmentations d'impôts et des tarifs publics, des réductions des indemnités de chômage quand elles existaient, des réductions — ou carrément des suspensions — des traitements des fonctionnaires, etc.

FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

La crise économique avait créé une situation défavorable pour la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie dans tous les pays : l'existence de millions de chômeurs permettait aux capitalistes qui tenaient bon dans le marasme général d'exercer une pression considérable sur les salaires, sur les conditions de travail.

Le problème, pour les différentes bourgeoisies, était de mettre en place des cadres politiques qui allaient permettre de perpétuer cet état de choses, alors que la brutale dégradation du niveau de vie de la population entraînait des troubles sociaux, et risquaient d'en entraîner de plus profonds encore.

POUR UN MEME BUT, DES SOLUTIONS POLITIQUES DIFFERENTES

Cela se fit de diverses façons, en fonction dans chaque pays des possibilités qui se présentèrent, de l'acuité de la crise, de la profondeur des réactions des différentes classes en présence.

En Allemagne, c'est la force qui fut employée contre la classe ouvrière.

La grande bourgeoisie installa le fascisme au pouvoir : celui-ci détruisit toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, au moyen de ses bandes armées constituées de petits bourgeois rendus enragés par la crise, et mit toute la population au travail pour le profit des grands trusts industriels.

Dans d'autres pays, cela se fit en trompant les travailleurs.

Aux Etats-Unis, c'est Roosevelt, élu en 1932, qui conduisit la politique du « New Deal » : il promit à tous les miséreux une « nouvelle donne ». Au prix de quelques concessions (institution d'allocations de chômage, fixation de minima pour le salaire et d'horaires maximum, libertés syndicales) venant compléter des mesures de répression des mouvements de colère des chômeurs, il réussit à s'assurer un consensus qui lui permit de réorganiser l'industrie, sous la coupe des grands trusts.

En France, par contre, c'est un gouvernement de gauche, celui du Front Populaire, conduit par Léon Blum et soutenu par le Parti Communiste Français, qui désamorça le profond mouvement de révolte des travailleurs qui aboutit aux grandes grèves de juin 1936 : en moins de deux ans, grâce à la démoralisation des travailleurs, le patronat put récupérer toutes les concessions auxquelles il avait été contraint.

Mais il faut remarquer, au-delà des différences, qu'aussi bien le fascisme que le New Deal, et dans une moindre mesure le Front Populaire, signifièrent l'intervention de plus en plus massive de l'Etat dans la vie économique et sociale du pays, en particulier pour remettre sur pied l'industrie et résorber le chômage par des commandes d'Etat et des grands travaux. Les grands trusts, et l'ensemble des capitalistes, allaient en profiter mais ce furent les autres couches sociales, qui payèrent par du travail peu rémunéré et par l'inflation.

AU BOUT DE LA CRISE : LA GUERRE

Aux Etats-Unis, la reprise économique s'amorça après 1933. Mais nulle part, en 1939, la situation économique n'avait retrouvé son niveau d'avant 1929.

Dans la plupart des pays, le chômage avait été en partie résorbé grâce au développement des industries de guerre. En fait, la guerre elle-même était pour certaines bourgeoisies l'ultime moyen de défendre leur place sur le marché mondial.

Et tandis que les Etats comme l'Allemagne, l'Italie ou le Japon, privés de débouchés extérieurs, s'apprêtaient à aller en conquérir par les armes, les autres s'apprêtaient à défendre, par le même moyen, leurs colonies et zones d'influence.

C'est ainsi que dix ans après le « Jeudi Noir », l'humanité se trouva plongée dans un nouveau chaos, sanglant celui-là : la Seconde Guerre mondiale.

Aux Etats-Unis comme en France, les chômeurs entrent en lutte.

IL FAUT EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

Si dans les premières années de la crise les luttes grévistes se firent rares, on assista cependant à de nombreuses réactions de la classe ouvrière.

Dans la plupart des cas, ce furent d'abord les chômeurs, acculés et sans autres perspectives que de lutter pour obtenir de quoi survivre, qui s'organisèrent, qui formèrent des comités pour obtenir l'institution ou le relèvement d'allocations de chômage, pour empêcher les expulsions de locataires insolvables. En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, plus tard en France, des marches de la faim furent organisées.

Mais, au-delà de la nécessité pour les travailleurs de mener des luttes défensives immédiates, luttes défensives que les partis réformistes et surtout les partis staliniens ont organisées avec plus ou moins de vigueur, la crise a fait apparaître de façon immédiate et impérieuse la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Elle a montré que c'était l'ensemble du système capitaliste qui avait fait faillite.

Le mode de production capitaliste, fondé sur la propriété privée, la concurrence, la recherche du profit, avait fait son temps. Avec son maintien, l'humanité était menacée de dégénérescence et de barbarie.

Il était nécessaire de le remplacer par un système économique qui produise non plus d'une façon aveugle, mais selon un plan qui tienne compte des besoins réels de l'ensemble de la société. Seule la classe ouvrière peut réaliser cette tâche, en arrachant les forces productives des mains des exploiteurs. C'est ce qu'exprimait Trotsky en écrivant : « La plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir. »

(Encore une fois, où va la France ? - **mars 1935.)**

Le capitalisme pourrissant se perpétue encore. La tâche de notre époque, c'est de le renverser.

L'Amérique de la colère

Aux Etats-Unis, on vit de nombreuses « marches de la faim » auxquelles participaient des centaines de milliers de chômeurs dans tout le pays. Toujours, elles se heurtèrent à une violente répression.

La plus célèbre de ces marches fut celle des anciens combattants. En juin 1932, 25.000 vétérans de la guerre de 1914 convergèrent vers Washington pour réclamer le paiement d'une prime que leur avait promis le gouvernement à la fin de la Première Guerre mondiale. Ils campèrent dans le centre de la ville, près de la Maison-Blanche pendant plus d'un mois. Il fallut l'intervention de l'armée et de violents affrontements pour parvenir à les déloger de la ville.

Dans les usines, les patrons décrétaient des diminutions de salaires. Au début, il y eut peu de réactions. Puis, à partir du début 1933, les grèves se multiplièrent, en particulier dans la grosse industrie métallurgique. En 1934, 650.000 ouvriers du textile se mirent en grève quand seize de leurs camarades furent assassinés à un piquet de grève. Pendant ce temps, les camionneurs de Minneapolis, les dockers de San Francisco, et les ouvriers de Chevrolet à Toledo remportaient les premières grandes victoires depuis 1929 au terme de longs mouvements de grève.

Alsthom-Atlantique - Belfort

Les travailleurs tiennent bon

Mercredi 17 octobre, après trois semaines de grève, la situation reste bloquée à l'Alsthom. L'usine est toujours occupée, mais la direction a coupé court à toute négociation depuis plus de huit jours. La direction générale nous a envoyé une lettre où elle pleure sur sa situation financière, sur la conjoncture mondiale, en nous précisant qu'il n'est pas question qu'elle lâche plus que ce qu'elle avait proposé.

Mais la combativité n'a pas diminué, nous sommes toujours aussi nombreux aux piquets de grève, et toujours aussi déterminés. L'ambiance qui règne dans l'usine est excellente. Des soirées chant, musique et grillades sont organisées pratiquement à chaque porte. Et même si certains commencent à se préoccuper de leur situation financière du mois prochain, nous sommes toujours décidés à tenir et à obtenir satisfaction.

Correspondant LO

Devant l'usine de l'Alsthom Belfort occupée.

Le 12 octobre les travailleurs dans la rue avec ceux de l'Alsthom

Toujours dans le but de forcer la direction de l'Alsthom à se rasseoir à la table des négociations, les syndicats ont organisé le vendredi 12 octobre une opération « ville morte » à Belfort. Les travailleurs du Territoire, avec ceux de l'Alsthom, ont manifesté en silence de 17 à 19 h dans les rues. C'est un immense cortège de 10.000 personnes qui a défilé derrière les banderoles syndicales.

Pendant ce temps, les commerçants ont fermé leurs boutiques en collant sur leurs vitrines une affichette de soutien à la grève. Même si des grévistes auraient préféré pouvoir crier des slogans, cette manifestation, à cause de son ampleur, a encore renforcé le moral des travailleurs de l'Alsthom.

On continue à faire du bruit

Mardi après-midi 16 octobre, à plus d'un millier de grévistes environ, nous sommes retournés occuper la gare pour la deuxième fois. Mais bien décidés à rester plus longtemps.

De nombreux trains ont été arrêtés. Nous avons également occupé la gare de triage, pour éviter que les trains puissent contourner Belfort. Tout cela s'est fait dans la bonne humeur, certains étaient même prêts à rester plus longtemps. Mais les syndicats ont fait cesser l'occupation au bout de trois heures de temps. Le préfet posait comme préalable à les recevoir l'abandon de la gare par les grévistes. A cette entrevue, la direction générale, par l'intermédiaire du préfet, a fait savoir qu'elle acceptait de rencontrer les fédérations de la métallurgie, mais pas les syndicats locaux.

Le lendemain matin de 5 h 30 à 9 h 30, à environ une cinquantaine, nous avons bloqué l'aéroport de Fontaines, qui dessert Belfort. L'accueil du personnel a été très chaleureux. Ils nous ont assurés de leur soutien.

Nous avons pu bloquer les deux vols qui devaient avoir lieu ce matin-là et qui devaient transporter essentiellement des cadres de l'Alsthom, de Peugeot et de Bull. A voir la tête qu'ils faisaient, nous nous sommes dit que nous étions bien récompensés de nos efforts.

A la réunion d'information quotidienne du matin, la CGT avait fait l'amalgame entre des grévistes plus déterminés — tels ceux qui avaient occupé l'aéroport, ou qui voulaient continuer l'occupation de la gare — avec des casseurs de vitrines. Une délégation des travailleurs des piquets de grève, une vingtaine environ, ont fait part à l'intersyndicale de leur mécontentement sur la façon dont ils étaient informés et consultés. Les syndicats ont alors accepé qu'un délégué du piquet de grève par porte participe aux réunions de l'intersyndicale.

Correspondant LO

La collecte à Peugeot-Sochaux du mercredi 17 octobre

Dès 11 heures, une caravane de voitures avec sono en tête traversait les villages entre Belfort et Peugeot-Sochaux. Nous nous sommes répartis les portes, où nous avons distribué des tracts à la sortie.

Pour les rentrées de l'après-midi, nous étions toujours sur place avec banderoles et drapeaux pour collecter. Le résultat fut à la hauteur de l'accueil : 27.000 F. C'est de loin la plus grosse somme obtenue par une collecte à Peugeot-Sochaux.

Mais nous avons eu une mauvaise surprise en rentrant au parking : des truands du patronat, auxquels Peugeot a aussi recours pour faire exister un syndicat indépendant dans l'entreprise, avaient crevé 19 pneus.

L'occupation de la gare de Belfort par les grévistes le 5 octobre.

Alsthom-Atlantique - St-Ouen

Les trois usines du groupe en grève

Mercredi 17, le juge des Référés de Bobigny, après avoir pourtant remis trois fois le jugement, décidait l'évacuation de l'Alsthom - Saint-Ouen.

Les divers reports, mardi et mercredi, avaient donné l'occasion, à la cinquantaine de grévistes qui accompagnaient les douze inculpés d'atteinte à la liberté du travail, d'une belle levée de... bras d'honneur vers la direction. L'annonce du jugement a fait décider, dans la localité, l'organisation d'une manifestation pour jeudi 18.

Mercredi 10 octobre, les chaudronniers de l'Alsthom-Saint-Ouen votaient l'occupation de leur atelier et en soudaient solidement les portes renforcées de cornières. Au fil des jours, c'étaient les autres secteurs de l'Alsthom, puis les Signaux, ateliers et bureaux, puis les bureaux de l'Alsthom et, enfin, la CGEE qui se mettaient en grève et occupaient leurs bâtiments.

Partout, des portes ont été soudées et les lances à incendie ont été mises en batterie pour empêcher la direction, les cadres et la maîtrise d'entrer à l'usine.

Certains directeurs ont d'ailleurs essayé, si l'on peut dire, l'efficacité du matériel d'incendie, et ont battu rapidement en retraite. D'autres tentaient de faire signer — devant la mairie de Saint-Ouen, loin des portes — une pétition exigeant l'organisation d'un vote à bulletins secrets de tout le personnel et le respect de la liberté du travail, en attendant les résultats du vote.

Mais cette pétition n'ayant pas eu le moindre effet sur les grévistes, la direction choisissait, lundi soir, douze noms de grévistes pour les déférer devant le tribunal des Référés de Bobigny, le mardi 16 octobre.

L'occupation, elle, est installée : dortoirs dans les endroits les plus confortables, rondes de nuit, cinéma dans une salle, quartier général dans une autre, postes de télévision, branchement du téléphone pour relier les grévistes. La cantine fonctionne, son personnel, en grève, ayant décidé de préparer les repas. Le week-end dernier, les grévistes faisaient visiter leurs ateliers à leurs familles et amis.

Pour tout le monde, la grève, c'est chouette. On fait connaissance, on discute, on fait des affiches, on organise la venue de travailleurs de Saint-Ouen (comme ceux de la Salta, mercredi après-midi) et les prises de parole que les grévistes doivent faire cette semaine aux autres usines de la localité.

Les revendications sont simples et concernent tout le monde : le 13e mois, 300 F d'augmentation pour tous, la cinquième semaine de congés, la semaine de 35 heures et le paiement des jours de grève. Mais, surtout, on a vidé la direction et les chefs, on leur a dit ce qu'on pensait d'eux, certains ont même récolté des quolibets ou des coups, et on est, enfin, entre travailleurs !

Correspondant LO

Berliet-RVI (Vénissieux)

Les travailleurs essaient d'imposer la présence des délégués licenciés dans l'entreprise

A la suite du licenciement de trois délégués CGT et un CFDT, dont le secrétaire général de la CGT de Berliet-Vénissieux-St-Priest, la grève a été presque totale vendredi après-midi 5 octobre et lundi 8, ainsi, que mercredi matin, où a eu lieu une manifestation à Lyon. Mardi 9, les syndicats avaient appelé à des débrayages limités, mais la majorité des secteurs avaient fait grève toute la journée et mercredi après-midi aussi, beaucoup de secteurs ont continué la grève.

Jeudi 11, les syndicats ont appelé à des débrayages limités dans le temps : à Vénissieux, les travailleurs ont débrayé trois fois dans la journée et ils se sont rendus dans les deux ateliers où se trouvaient les délégués licenciés pour *« imposer la présence des délégués à leur poste de travail »*. Vendredi 12, il n'y a eu qu'un débrayage le matin, et lundi 15, aucun débrayage n'a eu lieu. Les débrayages de jeudi et vendredi ont été beaucoup moins suivis que ceux du début de la semaine, beaucoup de travailleurs ne voulant pas recommencer à faire des semaines de débrayages tournants, comme en février et mars, débrayages qui ne leur avaient rien apporté.

La manifestation du 10 octobre à Lyon.

Depuis jeudi, la direction essaie, par divers moyens, de s'opposer aux débrayages : à l'usine Ponts à St-Priest, jeudi, plusieurs « blouses blanches » sont venues faire pression sur les ouvriers à l'heure du débrayage pour qu'ils restent à leur poste ; des agents de maîtrise ayant fait grève se sont fait rappeler à l'ordre ; et jeudi encore, la direction a affiché une note disant que des défilés avaient eu lieu avec une sono dans les ateliers, et que c'était interdit.

Cette semaine, les syndicats ont prévu de faire débrayer les ouvriers à tour de rôle pour continuer à imposer les délégués à leur poste de travail. D'autre part, des actions « spectaculaires » sont prévues. Jusqu'à présent, la direction n'a pas essayé d'empêcher les délégués de pénétrer dans l'entreprise, car elle craint sans doute la réaction des travailleurs.

Correspondant LO

La grève de l'EGF à Paris

La CGT EGF appelait à une grève de quatre jours du 16 au 19 octobre. Le 16 au niveau national, et du 17 au 19, région par région.

Le mouvement a été dans l'ensemble moyennement suivi sur Paris.

La CFDT s'était jointe au mouvement sur Paris comme dans quelques villes de province : Marseille, Tours et Nîmes. Mais la fédération CFDT n'appelait pas. Gérard Tiersen, secrétaire général CFDT, déclarait : **« Les gaziers et électriciens en ont ras-le-bol de l'activisme éphémère et sans objectif ».**

Les revendications étaient : **« Contre le nouveau projet de grille des salaires, pour un acompte de 200 francs et les 35 heures ».** En ce qui concerne la région parisienne, la manifestation mardi 16 au matin à la Tour Eiffel ne regroupait que 500 personnes environ, ce qui est très peu. Dans le centre de Grenelle, dans le 15e arrondissement, à Paris, il y a eu peu de grévistes. A Paris-Centre, il y en avait 40 % environ.

Les réticences furent nombreuses et la tactique de ce type de mouvements fut souvent critiquée.

Au STG (Entretien canalisation gaz) à Paris-Centre, les travailleurs ont décidé en assemblée générale, syndiqués CGT et CFDT compris, de ne pas faire grève 4 heures le mardi 16, mais par contre de faire grève 8 heures le jeudi 19.

CENTRE SPECIALISE PSYCHIATRIQUE ESQUIROL (Limoges)

● Les problèmes s'accumulent

Depuis quelque temps, au CHS Esquirol, le ras-le-bol se fait sentir.

Parce qu'il n'y a pas de crédits, la direction n'embauche plus, laisse les vieux bâtiments se dégrader. Un pavillon est tout lézardé et menace de s'écrouler, mais jusque-là, rien n'était fait et 90 malades continuaient à y vivre.

Un médecin chef a essayé d'introduire la mixité dans un pavillon d'hommes, tout délabré, qui n'a pas eu une seule couche de peinture depuis 20 ans, avec pour tout sanitaire une seule baignoire, et quelques douches au fond de la cour. En faisant grève, le personnel a refusé de recevoir des malades femmes tant que le pavillon ne serait pas remis en état et que l'effectif ne serait pas augmenté. Ils ont eu gain de cause. D'ailleurs les malades ont été évacués dans les autres pavillons du service.

Du coup, l'administration s'est affolée. Elle fait évacuer d'autres pavillons considérés comme trop dangereux. Il reste à savoir où vont être logés ces malades.

Correspondant LO

● A chacun ses responsabilités

Pour bien montrer notre ras-le-bol, lundi à 14 heures, nous nous sommes rassemblés devant les locaux administratifs pour « accueillir » les membres du comité technique paritaire.

Nous étions environ 150 à être là sous les banderoles et les panneaux des trois syndicats (CGT, CFDT, FO).

Sur un des panneaux, il y avait **« A chacun ses responsabilités ».**

Le président du comité technique paritaire (par ailleurs, conseiller général socialiste de la Haute-Vienne) n'osait pas sortir de sa voiture. Il a attendu au moins cinq minutes qu'un de ses « compères » arrive. Mais ils n'étaient quand même pas très courageux ces messieurs. Ils sont passés derrière tout le personnel rassemblé. Nous nous sommes tous retournés pour les huer et une camarade leur a brandi sous le nez le panneau **« A chacun ses responsabilités ».**

Correspondant LO

SNECMA (Corbeil)

Pour la direction, les absents ont toujours tort

Une note de la direction générale sur la nouvelle réglementation pour l'attribution des promotions et des augmentations individuelles, a déclenché la colère de tous.

Que dit cette note ? Toute personne qui a une absence annuelle de plus de 10 jours ouvrés ne pourra plus prétendre aux augmentations individuelles. C'est dire qu'il y aura peu d'élus car tout entre en ligne de compte pour ces dix jours d'absence. Il s'agit en effet pour la direction, de l'absence au travail en général, toutes raisons confondues : grèves, bien entendu, mais aussi congés maladie, accidents du travail, accidents de trajet, congés légaux pour événements de famille, sortie anticipée de 5 minutes pour certains handicapés, don du sang (12 heures par an environ), congés éducation, etc., etc. Il s'agit là d'une attaque contre ce qu'elle appelle « l'absentéisme », c'est-à-dire tout simplement le droit de se soigner et de s'occuper de sa famille !

La première protestation contre l'attitude de la direction a été, la semaine passée, une assemblée générale d'une heure à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC. 2 500 personnes environ y ont participé et cela faisait bien longtemps que nous ne nous étions pas retrouvés aussi nombreux. Etaient même présents des cadres et des agents de maîtrise.

Puis, mardi 16 octobre, ce sont 3 000 d'entre nous, selon la CGT, sur un effectif total de 4 800 qui ont débrayé de 8 h 30 à 10 h 30, afin de se rendre à la préfecture de l'Essonne, à Evry.

Une manifestation est prévue enfin, pour le 25 octobre, pour laquelle tous les centres de la Snecma se retrouveront et se rendront au siège de la société à Paris. La direction générale nous aura alors au pas de sa porte pour lui dire notre façon de penser sur ses notes intempestives.

Correspondant LO

PTT

« VOTRE ARGENT M'INTERESSE » VERSION NORBERT SEGARD

Les Chèques Postaux se porteraient mal paraît-il. En 1978, un Français sur cinq possèderait un compte CCP contre un sur trois en 1970, ce qui n'a d'ailleurs rien d'étonnant quand on connaît les difficultés que font les CCP sur des découverts que les banques acceptent parfois plus facilement.

N'empêche que la direction des postes est triste. Aussi le directeur des services-exploitations Paris Nord des PTT vient d'envoyer à tous ses agents une lettre : « Il nous faut réagir !... Amenez une nouvelle clientèle pour rajeunir notre réseau... Le réseau public des Chèques Postaux mérite bien que chacun d'entre nous lui consacre un peu de son attention ».

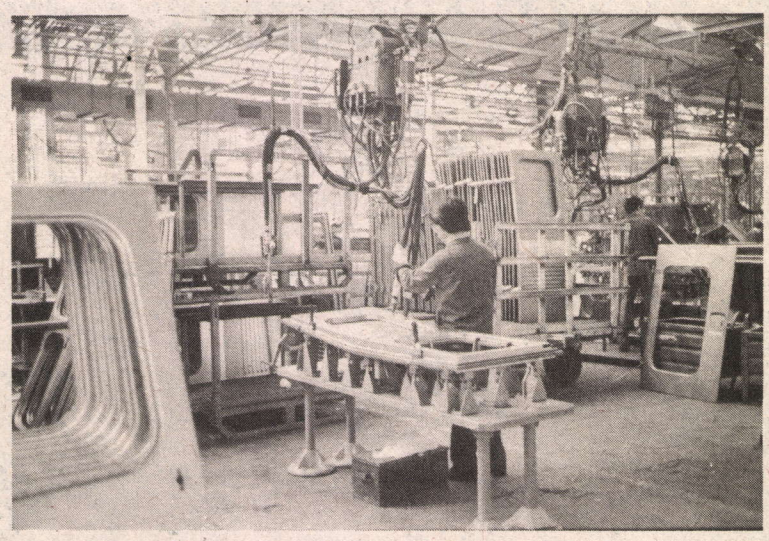
Et voilà chaque postier invité, par amour de la poste, à passer ses soirées à aller voir ses amis, frapper à la porte de ses voisins, ou essayer de convaincre un de ces jeunes dont le directeur affirme qu'ils sont devenus trop réticents vis-à-vis des CCP.

Mais comme l'amour de la poste risque de ne pas suffire à transformer tous les postiers en démarcheurs bénévoles, la direction promet à qui placera un compte CCP une récompense : un billet de tombola permettant de gagner, peut-être, une radio cassette.

Merci les PTT, mais on a mieux que ça pour se distraire.

CHAUSSON (Gennevilliers)

Les contrôleurs ne se sont pas fait " blouser "



Il y a plus de quatre ans, la direction s'était engagée à changer et à nettoyer chaque semaine nos vêtements de travail. Mais, fin septembre, il restait encore un secteur dans l'usine à ne pas avoir bénéficié de cette mesure, celui du Contrôle.

Quand on sait que nous passons la journée à travailler sur des carrosseries couvertes d'huile, au milieu de poussières métalliques dues au meulage des tôles, on imagine l'état de nos blouses au bout de quelques jours. Au point, que certains camarades n'osaient pas les porter chez le blanchisseur à la fin de la semaine !

Début octobre, d'après les promesses de la direction, nous nous attendions tous à avoir nos blouses entretenues. Mais, rien du tout, ce n'était qu'une crasse de plus de la direction... Du coup, la coupe a débordé.

Le 9 octobre au matin, les contrôleurs de Tôlerie de l'usine H ont débrayé pour aller à la direction du personnel demander des comptes. Le jour même, l'équipe du soir en faisait autant. Cette fois, nous n'avons pas été déçus du voyage : nous avons fini par trouver le directeur de l'usine, dans une rage folle et tout débraillé. Il n'a pas impressionné grand monde.

Le lendemain, les contrôleurs de l'autre usine de Gennevilliers, l'usine G, ont pris le relais. Et eux, ont eu une réponse : la livraison des nouvelles blouses était fixée au 25 octobre. Il est vrai que beaucoup de camarades restaient méfiants, aussi, nous décidions d'organiser une réunion générale de toutes les équipes pour le 12 octobre, juste après une entrevue où la direction devait donner des précisions aux délégués.

Et le 12, tous les contrôleurs de Tôlerie se sont retrouvés dans la cour de l'usine H, salués par des « allez les verts » lancés par les autres travailleurs (nous sommes tous en blouse verte). Là, on a appris que la direction nous donnait le choix entre une prime de nettoyage ou l'entretien de nos vêtements par l'usine. Et, en plus, tous les débrayages étaient payés, y compris la réunion générale !

Bien sûr, la majorité s'est prononcée pour laisser le plaisir du lavage à la direction. Juste retour des choses !

Bref, après quatre ans d'attente, voilà une bonne chose de faite. Et ces quelques jours d'animation dans l'usine ne nous laisseront que de bons souvenirs !

RHONE-POULENC (Vitry)

Débrayages au centre de recherches

Depuis près d'un mois, il y a du remue-ménage au CNG (centre de recherches). C'est à la suite du versement d'une prime de 1 000 F à quatre chimistes du CNG2 parce qu'ils avaient contribué à l'élaboration d'une nouvelle synthèse que beaucoup d'entre nous ont demandé : **« et pourquoi pas de la rallonge pour tout le monde, 500 F par exemple ? ».** Dans d'autres secteurs aussi, les travailleurs ont posé des revendications de classifications et d'augmentation de salaires.

Après quelques débrayages du CNG2 et la tentative de réunir l'ensemble du personnel pour trouver un dénominateur commun à une lutte d'ensemble, force fut de constater que si les travailleurs réclamaient 500 F pour tous, un quart seulement était venu à l'A.G.

Le service toxicologie-pharmacologie décidait alors de débrayer deux heures par jour.

Au cours de leur premier débrayage, il a appelé l'ensemble du CNG pour le lendemain. 150 travailleurs ont répondu à l'appel (cette fois moins du quart du CNG) et étaient partagés pour moitié quant à la poursuite de l'action généralisée. En effet la CGT était contre alors que la CFDT et FO étaient pour. Devant cette situation, les travailleurs de toxico-pharmacologie décidèrent,eux, de continuer seuls. Leurs débrayages durèrent deux semaines.

Certes, cela n'a pas apporté une grande victoire : une dizaine seulement sur 90 ont été augmentés de 40 à 50 F mais aussi et surtout les travailleurs de toxico-pharmacologie ont eu l'occasion de discuter entre eux et de décider eux-mêmes de la poursuite de leur action. Après 15 jours ils ont décidé d'arrêter pour le moment. Leur cohésion est intacte, ils sont contents de ce qu'ils ont fait ; en refusant de travailler pendant 14 heures au total, ils ont profité de leur temps de liberté pour discuter entre eux comme ils n'ont guère l'occasion de le faire, et pour montrer leur mécontentement à leurs chefs et à la direction.

Correspondant LO

ROUGIER (Niort)

Débrayages pour non-assistance à personne en danger

Mercredi 9 octobre vers 16 heures, tous les ouvriers de l'usine Rougier de « Romagné 1 » arrêtaient le travail. Une de nos camarades était décédée à 13 h 30 à l'hôpital, à la suite d'un malaise le matin même au travail.

C'est vers 10 h 30 que notre camarade était allée à l'infirmerie en se plaignant de douleurs dans le bras et au cœur. L'infirmière a tout de suite fait appel au médecin de l'entreprise. Et celui-ci a renvoyé notre camarade chez elle en lui disant que ça irait mieux le lendemain.

Le chauffeur de l'ambulance voyant qu'elle n'allait pas mieux a contacté son médecin traitant. Et ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle a été conduite à l'hôpital.

Notre camarade serait peut-être morte même si elle avait été transportée d'urgence. Mais le médecin de l'entreprise ne l'a pas fait. Alors, à l'annonce de la mort de notre camarade et nous avons immédiatement arrêté le travail. L'équipe de nuit a fait pareil. Le lendemain, toute l'usine de « Romagné 2 » se joignait à nous ainsi qu'une partie de celle de Saint-Symphorien.

Et nous exigeons que la direction remplace le médecin qui a maintenant 73 ans !

De toute façon, nous ne nous rendons plus à ses convocations et dans le cas où quelqu'un aurait un malaise nous sommes bien décidés à appeler directement les pompiers ou le SAMU.

En attendant, nous continuons en débrayant une demi-heure tous les jours par secteur.

Correspondant LO

ANPE (Angoulême)

Les travailleurs refusent le licenciement d'une vacataire

Voilà deux semaines que les travailleurs de l'ANPE d'Angoulême sont en lutte. Ils refusent le licenciement d'une de leurs camarades, vacataire. Celle-ci avait été licenciée en septembre pour être aussitôt remplacée par une autre vacataire. Mais ni cette travailleuse, ni ses camarades n'ont accepté ce licenciement. Et, soutenue par ceux-ci, elle se rendait ponctuellement à son travail.

Le mouvement s'est durci ces derniers jours, l'occupation des locaux a été décidée. Il n'en fallait pas plus à la police pour intervenir, le vendredi 12, et faire évacuer les locaux. Les travailleurs ont alors mis en place un piquet de grève. Mardi 16, dans la soirée, une manifestation comprenant des délégations des principales entreprises de la région est venue apporter son soutien et protester contre l'intervention policière.

La solidarité, ça existe. Les grévistes de l'ANPE continuent avec un gros moral.

Correspondant LO

RHONE-POULENC (St-Fons)

La direction condamnée pour pollution

Le directeur général et le sous-directeur de l'usine Rhône-Poulenc-Polymères, à Saint-Fons, ont été condamnés, le 9 octobre, à des peines d'amende de 1 000 F et de 2 000 F par le tribunal d'instance de Villeurbanne, et à verser le franc symbolique de dommages et intérêts aux municipalités de Saint-Fons et Vénissieux, qui étaient partie civile.

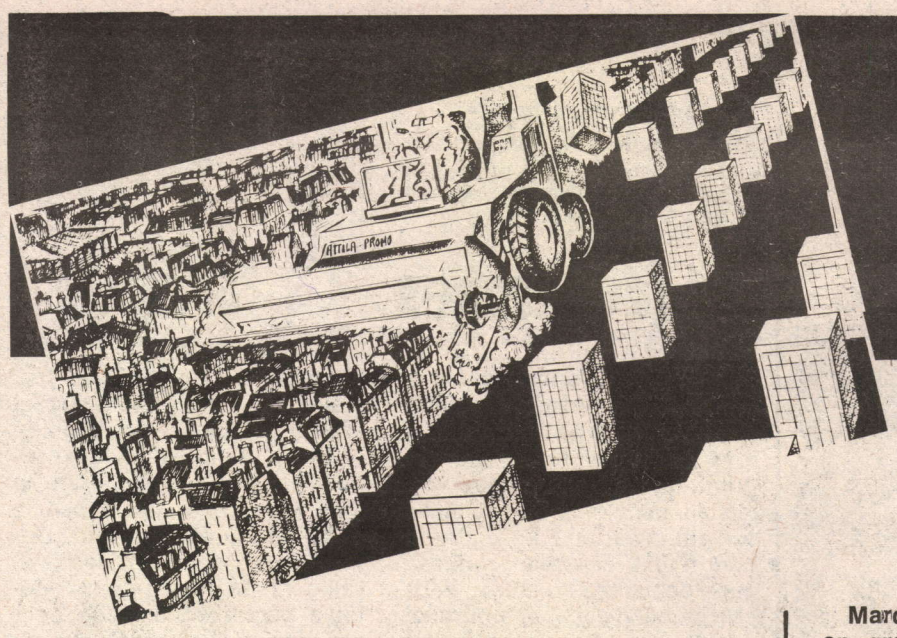
Ils ont été condamnés à la suite de la pollution de l'air de Saint-Fons et Vénissieux, le 24 juillet 1978, par un nuage de fumées sulfuriques. Pendant toute la matinée, les habitants de la ZUP des Minguettes avaient respiré ce gaz irritant les yeux, le nez et l'appareil respiratoire.

Bien que le directeur général ait été absent au moment de la pollution, sa responsabilité a été retenue car, ont rappelé les magistrats, **« dans les industries soumises à des règlements édictés dans un intérêt de salubrité et de sûreté publiques, la responsabilité finale remonte essentiellement aux chefs d'entreprise, à qui sont personnellement imposés les conditions et les modes d'exploitation de leur industrie ».**

En effet, il s'est avéré que la direction n'avait pas mis en œuvre les dispositifs de contrôle et d'alerte nécessaires puisque, depuis l'accident, des caméras ont été installées dans la cheminée. Enfin, la direction est condamnée pour n'avoir pas signalé immédiatement l'accident.

Bien sûr, cette condamnation est symbolique, sans doute parce qu'il n'est pas resté de traces visibles chez ceux qui avaient respiré le gaz. Mais pour une fois, la direction n'a pas pu invoquer la « maladresse » d'un ouvrier, ou la « fatalité », et les magistrats ont reconnu qu'il y avait un manque de préoccupation de la sécurité dans l'entreprise. Les habitants de Saint-Fons sont d'ailleurs bien placés pour le savoir car, même en dehors des « accidents », c'est quotidiennement que les usines chimiques, regroupées dans la commune et tout spécialement Rhône-Poulenc, déversent des vapeurs nocives dans l'air ; et certains jours, de brouillard notamment, il ne fait pas bon respirer l'air de Saint-Fons !

Correspondant LO



Banquiers et main basse

La rue Saint-Antoine dans le quartier du Marais.

Opérations d'utilité publique : utiles aux promoteurs

Les opérations de rénovation portant sur des quartiers entiers et des centaines d'hectares réclament des investissements considérables. Il faut détruire, retracer la voirie, éventuellement reconcevoir les réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, procéder à des transformations importantes, indispensables pour permettre la reconstruction d'ensembles immobiliers. Pour réaliser cette infrastructure, les capitaux utilisés ne sont pas ceux des promoteurs. C'est l'Etat qui prend en charge les travaux des opérations dites d'utilité publique. Des sociétés d'économie mixte, créées à l'initiative des pouvoirs publics et chargées de mener à bien les opérations, se rendent alors acquéreurs des terrains des secteurs concernés. Elles procèdent aux transformations nécessaires et rétrocèdent ensuite les terrains aux promoteurs. Le bénéfice de l'opération va, en principe, à la société de rénovation... mais le déficit aussi parfois ! Ce fut le cas pour les Halles, par exemple, dont le déficit a été partagé moitié-moitié par la ville de Paris et l'Etat.

Ce sont de telles sociétés qui ont pris en charge la rénovation du quartier des Halles et du 15e arrondissement.

Pour le secteur des Halles, en octobre 1969, se constituait la SEMAH, dans laquelle la participation de la ville de Paris représentait et représente toujours 51 %, celle de l'Etat 25 %, la Caisse des dépôts et consignations 14 %, le reste se partageant entre différentes banques (Crédit Lyonnais, Société générale, BNP, etc.) et autres organismes (chambres de commerces, HLM, etc.).

Dans la SEMEA XV constituée en 1958 pour l'aménagement du 15e arrondissement, la ville de Paris représente 59 %. Dans la SOREMA, mise en place pour la rénovation du Marais en 1966, la ville de Paris représente aussi 51 %, le reste se partageant entre les banques et les assurances.

Créées à l'initiative de la ville de Paris qui y a voix prépondérante, ces sociétés sont sous le contrôle du Conseil de Paris. A leur tête, on retrouve les conseillers de Paris et députés chiraquiens comme de la Malène et Pierre-Charles Krieg pour la SEMAH, le second étant également présent à la direction de la SOREMA.

La gestion de Paris représente une gigantesque affaire financière, en particulier en matière immobilière. On se souvient d'une autre opération dite d'utilité publique comme celle des abattoirs de la Villette, décidée par la ville de Paris et dans laquelle un milliard fut gaspillé, en pure perte, tandis que la société de construction, présidée à l'époque par le député UDR de Grailly, y trouvait largement son compte. Et si depuis une vingtaine d'années, Paris n'est qu'un immense chantier, les opérations de rénovation du 13e, du 15e arrondissement, de Belleville, du Marais, du Canal Saint-Martin, ont permis de disposer de milliards dans l'intérêt de multiples sociétés bancaires, immobilières et de travaux publics, avec lesquelles les hommes politiques de droite entretiennent les meilleures relations. La société Bouygue, filiale de la banque de Suez, a pu ainsi se tailler la part du lion sur les chantiers parisiens.

Mardi 9 octobre, Chirac inaugurait en grande pompe l'horloge à automates, installée à Beaubourg, au cœur d'un quartier en pleine rénovation justement. Paris à l'heure des promoteurs, en quelque sorte !

Pour la galerie, le maire de Paris peut toujours pendre la crémaillère avec une pendule-gadget. Mais les choses sérieuses, les affaires de gros sous, qui se traitent entre le Conseil de Paris, l'Etat, les banques et les promoteurs de toute sorte, autour de cet énorme fromage que représente pour eux la capitale, se traitent, elles, dans le secret des bureaux, sans publicité et sans cérémonial.

De rénovation, certes Paris en a toujours bien besoin. Bien que les grandes opérations de rénovation aient commencé il y a une vingtaine d'années, cette monstrueuse agglomération totalise encore aujourd'hui, sur 1 200 000 logements recensés, 300 000 datant d'au moins cent ans et près de 500 000 n'ayant ni WC ni salle d'eau. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des chambres de bonne qui ne semblent pas dignes d'être classées par les statiticiens comme « logements », alors qu'elles sont le refuge de nombreux habitants sans moyens, jeunes et moins jeunes.

Moderniser l'ensemble du parc immobilier n'a donc rien d'un luxe. Mais la lutte contre les logements insalubres n'est bonne que pour les discours successifs des politiciens qui passent au ministère du Logement.

Livrés aux promoteurs, des quartiers entiers changent de visage mais surtout d'habitants. A Belleville, par exemple, les démolisseurs, en faisant disparaître des immeubles particulièrement vétustes et des appartements surpeuplés, auraient pu faire œuvre utile. Mais là comme ailleurs, ce n'est qu'une minorité des anciens habitants qui ont pu revenir s'installer dans les nouveaux logements. Car, ils doivent alors soit louer très cher, soit même être en mesure d'acheter l'appartement. Ceux qui ne peuvent payer n'ont plus qu'à se réfugier dans d'autres logements vétustes ou à partir en banlieue.

Il en sera probablement de même avec la restauration du quartier de la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement, quartier particulièrement délabré, véritable ghetto misérable surtout occupé par des travailleurs immigrés : il y a toute probabilité pour que la rénovation se traduise là aussi par une véritable déportation de ses habitants, mais pas forcément par un relogement dans de meilleures conditions.

Il n'est donc pas surprenant de constater que la population parisienne est passée de 3 millions en 1946 à un peu plus de 2 millions aujourd'hui, et que c'est la population active, et en particulier la population ouvrière, qui accuse la baisse la plus sensible. Pourtant, il se construit plus de logements qu'il ne s'en démolit. Mais les logements bon marché, ceux dits « sociaux » ne représentent pas plus du quart de tous ceux qui sont réalisés à Paris.

Sous les coups de boutoirs des promoteurs, Paris devient une métropole résidentielle, réservée à ceux qui ont de hauts revenus.

Dans le 13e arrondissement, la rénovation s'est traduite par des tours aussi élevées que les prix.

Rénovations contre les anciens locataires

Les rénovations qui n'ont rien d'un luxe et qui devraient permettre à la population d'être de mieux en mieux logée, se retournent le plus souvent contre ceux qui devraient en être les premiers bénéficiaires.

En effet, elles se traduisent toujours par une forte augmentation du loyer qui passe, par exemple, rue de Montreuil, de 70 à 600 francs par mois, pour un deux pièces. Même si ce montant reste faible comparé à la moyenne des prix pratiqués à Paris, il ne peut être déboursé par les personnes âgées qui constituent la majeure partie des occupants de ce type d'appartement.

Les sociétés de HLM de Paris possèdent un parc de logements libres où ils peuvent installer provisoirement une partie des locataires pendant les travaux de restauration. Une fois ceux-ci terminés, les locataires qui acceptent les nouveaux loyers reviennent tandis que les autres sont relogés, souvent en banlieue. Toutefois, les pressions ne manquent pas, y compris de la part des sociétés HLM pour faire partir définitivement nombre de locataires « de leur plein gré ».

En principe, le locataire peut refuser la restauration et le propriétaire doit alors maintenir l'habitabilité des lieux (protection contre les intempéries, eau, gaz, électricité, WC à moins d'un étage, etc.) y compris pendant les travaux.

Mais la présence d'un locataire est une entrave aux travaux, et les promoteurs privés comme publics ne s'embarrassent pas pour exercer toutes les pressions nécessaires afin de le forcer au départ.

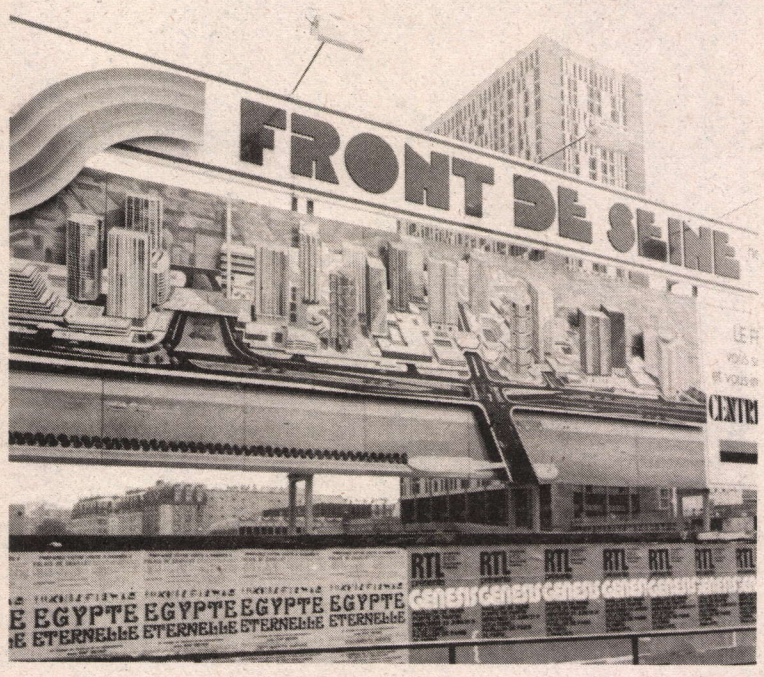
Dans les quartiers des zones de rénovation, les exactions menées contre les locataires, afin de les contraindre à quitter les lieux, ont été multiples : gravats amoncelés devant les portes, escaliers détruits, portes enfoncées, canalisations démolies, etc. Et c'est bien sûr, envers les plus faibles, personnes isolées, âgées, travailleurs immigrés, que les pressions et les intimidations de toutes sortes ont été le plus impunément menées.

Elles aboutissent en général au départ des habitants des logements concernés.

Mais pour se débarrasser des gêneurs, propriétaires et promoteurs disposent aussi d'un arsenal de moyens pour résilier légalement les locations. Et si ces locataires persistent à vouloir se maintenir dans les lieux, ils peuvent alors faire appel à la police.

Ce fut le cas le 2 mai 1978, dans le quartier du Marais où une famille occupait rue Saint-Paul, des logements destinés à être détruits avant rénovation, et qui fut expulsée manu militari par la police. A l'heure actuelle, les expulsions ont à peu près cessé, non parce que les promoteurs ont changé d'attitude envers les locataires peu argentés, mais tout simplement parce qu'ils n'ont plus personne pour l'instant à expulser des quartiers dans lesquels ils sévissent.

promoteurs font sur la ville



Front de Seine : paradis pour les promoteurs

Les premiers chantiers du Front de Seine se sont ouverts en 1966-1967. Dans un premier temps, dix-huit hectares étaient concernés, dont ceux sur lesquels se trouvaient les usines Citroën le long des quais André Citroën et de Grenelle. Citroën réalisait ainsi au passage une très bonne affaire puisqu'il revendait à la ville de Paris des terrains qu'il avait obtenus quasiment gratis, pendant la Première Guerre mondiale afin d'y implanter des usines d'armement.

La population du secteur comptait alors 8 000 habitants dont 50 % d'ouvriers et d'employés, dans des logements les plus souvent très vétustes. La destruction ou la rénovation du vieux parc immobilier et la construction de logements neufs étaient annoncées comme devant se traduire par la réalisation de 4 500 logements dont 1 500 HLM.

Pour mener à bien l'opération, la société d'économie mixte SEMEA XV était constituée. Son travail consistait essentiellement à réaliser les démolitions, à s'assurer la maîtrise de l'ensemble de la zone, à effectuer la modernisation des infrastructures, bref à mettre l'ensemble du secteur en état afin de permettre les nouvelles constructions. Les emplacements au sol étaient ensuite vendus à des promoteurs privés, au prix d'environ 20 000 francs nouveaux le mètre carré. Ceux-ci n'avaient plus ensuite qu'à bâtir des tours pour, en multipliant les étages, multiplier les appartements et le nombre de mètres carrés à vendre.

Aujourd'hui, le Front de Seine est essentiellement constitué de tours de luxe et même de grand luxe, comme la Tour Totem, réalisée par la CAPRI, filiale de la société immobilière de la Caisse des dépôts et consignation ou d'autres boîtes, par des promoteurs comme Arthur et Tiffen, Immobilière Iéna, etc. Les appartements sont vendus de 9 000 à 12 000 francs et plus le mètre carré et les locations atteignent pour un 3 pièces, la somme de 3 200 francs par mois.

Quoi d'étonnant alors, que quelques centaines d'appartements restent à l'heure actuelle, invendus ou non loués, et par conséquent vides ? Les anciens habitants du quartier ne sont pour ainsi dire pas présents parmi les 7 200 personnes qui occupent aujourd'hui 2 400 logements. En 1976 d'ailleurs, 800 appartements seulement étaient classés dans la catégorie des logements sociaux (HLM et autres). Mais la SEMEA XV se félicitait de pouvoir ainsi décrire le profil type de l'acquéreur d'un appartement : *« Il achète, à titre d'investissement, un appartement de 2 à 3 pièces, qu'il paye comptant. Il est déjà propriétaire d'un autre appartement ».*

Les Halles et le Marais : une restauration pour les riches

126 hectares situés en plein cœur de Paris où dominaient les vieux logements, les locaux dégradés occupés par de petits artisans, d'anciens hôtels particuliers du 18e siècle délabrés et occupés par des personnes âgées, voilà de quoi exciter les convoitises des promoteurs. Déclaré secteur à sauvegarder en 1965, le Marais allait devenir, sous l'égide du Conseil de Paris qui contrôle la société de rénovation du Marais (la SOREMA), le siège d'une intense activité immobilière.

Non loin de là, l'édification de Beaubourg a coûté 983 millions de francs actuels, déboursés aux 3/4 par la ville de Paris et l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables. Quant aux deux trous des Halles, les sommes englouties dépassent très largement les millions de Beaubourg, sans que l'on puisse toutefois préciser, la société d'aménagement étant tout particulièrement discrète sur ce genre d'informations. L'on sait pourtant que l'architecte et petit copain de Giscard, Ricardo Bofill, chargé d'un ensemble d'immeubles avant d'être évincé l'an passé par Chirac, toucherait à titre d'indemnités un million et demi de francs.

En ce qui concerne cette rénovation du quartier des Halles, on pourrait se consoler en constatant que, malgré tout, les sommes investies ont servi à réaliser — au moins en partie — des équipements utiles à tous : métro, SNCF, sous le forum des Halles ; centre culturel à Beaubourg. Mais ces deux ouvrages, en contribuant à faire de ce secteur de Paris un pôle d'attraction nouveau, ont surtout donné le feu vert à une spéculation immobilière déchaînée. Par exemple, les appartements des immeubles situés à proximité de Beaubourg voient actuellement leurs prix grimper à des sommes ahurissantes puisqu'ils peuvent atteindre 20 000 francs le mètre carré !

Il en va de même pour le Marais. La ville de Paris, lorsqu'elle a décidé de classer l'ensemble du Marais comme zone à restaurer, ne s'est pas assurée le contrôle de l'ensemble des terrains et immeubles du secteur. **« On ne peut abuser des réserves foncières qui bloquent la liberté des propriétaires pendant de longues années »**, déclarait en 1973 un représentant de la SOREMA, ajoutant : **« Nous sommes toujours désarmés face à un promoteur qui peut mettre sur la table du jour au lendemain 400 ou 500 000 francs ».** Les investisseurs privés ont donc eu le champ libre. Ceux-ci, marchands de biens, promoteurs et agents immobiliers, ont ratissé le quartier pour trouver et acheter à des prix modiques des immeubles inconfortables et vétustes. Ils les ont vidés de leurs habitants par tous les moyens, de gré ou de force. Puis, avec parfois le concours de subventions de l'Etat, ont installé le minimum de confort, quelques fausses poutres à l'occasion, revendu le tout, en studios et deux pièces parce que c'est plus rentable, et empoché la différence !

Les principaux chantiers actuels du Marais relèvent de la restauration de luxe, d'opérations de prestige. Comme celle qu'effectue la société immobilière Etupro, dans l'ancien hôtel de Bondeville (un hôtel particulier du 17e siècle), et qui vend actuellement 150 appartements à 10 000 francs le mètre carré ! C'est le cas également d'une restauration que se prépare à effectuer la Banque de Suez dans deux immeubles de la place des Vosges qu'elle vient d'acheter.

Les choses ne vont pas tellement mieux quand la société de rénovation du Marais se charge elle-même des opérations. Priorité est là aussi donnée à la restauration de grande qualité plutôt qu'à la remise en état et au relogement des gens du quartier. C'est ce qui se passe dans les immeubles de la place Thorigny où un appartement moyen se vend près d'un million de francs.

Alors, l'habitat insalubre en voie de disparition dans un Marais rénové ? Peut-être, mais au profit des investisseurs, banquiers et promoteurs, et au détriment de la population laborieuse et sans grands revenus du quartier.

Le trou des Halles en 1975 : un gros trou dans les finances publiques !

LIVRES_LIVRES_LIV

"L'arbre de Mai"

de Edouard BALLADUR

Encore un livre sur Mai 68, mais celui-là a la particularité d'être écrit par un proche collaborateur de Pompidou alors Premier ministre. C'est donc Mai 68 vu des hauteurs du pouvoir. Il raconte les événements en suivant l'ordre chronologique. Mais tantôt l'auteur parle de ce qu'il a vu et entendu à Matignon ou à Grenelle (lors de la discussion avec les syndicats et le patronat) tantôt il met en scène des personnages fictifs auxquels il fait vivre les événements qui se déroulent dans la rue.

Il n'y a rien de vraiment nouveau dans cet ouvrage, pas de révélation fracassante, mais la confirmation de ce que l'on savait déjà. En particulier, puisque Balladur était au côté de Pompidou lors de la négociation de Grenelle, il donne de ces journées un récit intéressant où l'on voit s'établir une complicité de fait entre le gouvernement et l'ensemble des syndicats désireux de ramener l'ordre et de faire cesser la grève au plus vite. Le patronat, lui, accepte sans trop de dificultés les maigres avantages concédés aux grévistes.

Autre confirmation : après le rejet par les grévistes de Renault du protocole d'accord de Grenelle, pendant quelques jours, jusqu'au discours de De Gaulle et à la manifestation gaulliste du 31 mai sur les Champs-Elysées, c'est la débandade qui règne dans les ministères et les allées du pouvoir.

Mais malgré les efforts de l'auteur pour donner l'impression qu'il essaye de comprendre la révolte des jeunes et qu'il ne condamne pas tout en bloc, c'est le point de vue d'un grand bourgeois libéral dépassé lui aussi par les événements, quoi qu'il en dise, qui nous est livré. Son univers est borné par la raison d'Etat qu'il défend. Pour lui « **Mai fut une fabrique de malheur, un divertissement triste** ». Il était à Matignon, pas dans la rue !

Alain LEMART

L'arbre de Mai - Chronique alternée **d'Edouard Balladur - Ed. Atelier Marcel Jullian - 368 p. - Prix : 44,50 F.**

Une manifestation en mai 68. L'auteur, lui, n'était pas dans la rue.

"Le rétablissement de l'ordre"

de Milan SIMECKA

L'auteur est un ancien universitaire, chassé de ses fonctions et envoyé comme simple ouvrier travailler à la production en 1970, en même temps qu'il fut exclu du Parti Communiste Tchécoslovaque. Dans ce livre écrit clandestinement, il fait le bilan de ce que furent les quelques dix années de « remise en ordre » de la Tchécoslovaquie après l'entrée des troupes soviétiques dans le pays, marquant la fin du « Printemps de Prague ».

A partir de ce moment-là, les quelques libertés octroyées avant août 1968 furent reprises peu à peu : après l'épuration des cercles dirigeants et du Parti Communiste, ce furent au tour de l'information, de la presse, de la littérature, d'être muselées. Ne parurent plus officiellement que les informations ou les écrits vantant les mérites du régime, qui n'intéressaient personne et que personne ne croyait.

Constamment s'exerçait une répression insidieuse contre les opposants au régime ou supposés tels : risque de perdre son emploi et d'être affecté à un poste non qualifié, d'où perte d'une partie du salaire ; aucune possibilité pour leurs enfants de poursuivre des études, etc. C'est par tous ces moyens que l'Etat, qui tolèrait n'importe quelle critique du moment qu'elle ne s'exprimait qu'en privé, empêchait toute opposition de se manifester publiquement.

A titre de témoignage sur ce que fut le « rétablissement de l'ordre » en Tchécoslovaquie, le livre de Simecka est intéressant. Cependant, si l'auteur critique les tenants de ce qu'il nomme le « socialisme réel » — celui de l'URSS et des pays de Démocraties Populaires — il garde beaucoup d'illusions sur la tentative de « socialisme à la tchécoslovaque » que fut le Printemps de Prague. D'autre part, on le sent profondément découragé, sans espoir aucun dans la capacité de la population tchécoslovaque à lutter contre ce régime qui lui est imposé.

Mais il est vrai qu'on voit peu la population laborieuse dans le livre de Simecka : il s'est en fait surtout attaché à décrire les effets de la normalisation parmi les intellectuels dont il fait partie.

Marianne LAMIRAL

Le rétablissement de l'ordre **de Milan Simecka - Ed. Maspéro - Cahiers Libres - 355 p. - 32 F environ.**

En août 68, les chars soviétiques entrent à Prague : c'est le début de la normalisation.

"L'entreprise des patrons rouges"

de Jean LEREDE et Jean-Claude BLANCHET

Le titre de ce livre est par lui-même déjà tendancieux. Car si **L'entreprise des patrons rouges** se veut un témoignage sur une entreprise dirigée par le PCF, il s'agit du Livre club Diderot, c'est-à-dire d'un service de diffusion de livres, dont la rentabilité commerciale n'est tout de même pas le seul critère.

Cette mauvaise foi se retrouve d'un bout à l'autre du livre. Les auteurs, qui ont occupé des responsabilités au Livre club Diderot pendant des années, reprochent aujourd'hui tout à la fois au PCF d'utiliser des méthodes capitalistes dans ses entreprises... et de ne pas les utiliser suffisamment. Ils jouent les communistes choqués en invoquant — non sans un brin de démagogie — le train de vie de certains permanents — directeurs d'entreprise ; mais eux-mêmes ne furent pas les derniers à réclamer au parti les avantages matériels qu'ils estimaient indissociables de leurs fonctions de cadres commerciaux.

C'est exclusivement en gestionnaires, jamais en militants politiques, que Lerède et Blanchet se sont comportés à la tête du Livre club Diderot. « **Bâtir une société commerciale dynamique. Faire du LCD un modèle d'entreprise prouvant les capacités de gestion des communistes** », voilà, selon leurs propres termes, les seules tâches qu'ils semblaient s'assigner. Et ils ne font même pas mystère de leur arrivisme : « **Notre heure était peut-être venue. Nous avions une chance : celle de sortir l'entreprise du marasme et de... faire notre place au soleil. Il fallait pour cela, sans pitié, achever le vieil homme** » (l'ancien directeur !).

Malheureusement pour eux, ils n'étaient pas seuls à convoiter la « place au soleil ». Alors, aujourd'hui, après avoir été mis à l'écart, Lerède et Blanchet remâchent leur rancœur. Leur principal grief contre le parti n'est même pas politique : ils lui reprochent de faire trop de place aux permanents politiques et pas assez aux « jeunes cadres commerciaux dynamiques » de leur genre.

Jean-Claude Blanchet se veut aujourd'hui un « communiste critique ». Mais ce n'est pas aux militants de son parti qu'il s'adresse — il n'a visiblement rien à leur proposer. Son livre est en fait destiné au public socialiste ou même de droite.

Jean-Louis CHAMPENOIS

L'entreprise des patrons rouges **de Jean Lerède et Jean-Claude Blanchet - Ed. Fayard - 311 p. - 45 F environ.**

« Le retournement »

de Vladimir VOLKOFF

On a beaucoup parlé dans la presse du **Retournement** de Vladimir Volkoff comme l'un des grands romans de la rentrée. C'est un divertissement littéraire avec, comme toile de fond, une idéologie d'extrême-droite.

L'auteur s'est amusé à voir une similitude entre les rapports des services secrets avec leurs victimes et celui des romanciers avec leurs personnages : fascination, identification, il est l'autre tout en étant moi, etc. Le héros choisi est un certain Popov, membre des services secrets soviétiques qu'il s'agit de « retourner »... essentiellement parce que l'auteur de cette brillante idée a momentanément besoin de justifier sa place et son salaire dans son propre service secret. Cela nous vaut des pages et des pages sur le communisme tel que le voit Volkoff : une idéologie cynique animée par une volonté de puissance qu'aucun but ne peut satisfaire ; d'autres pages lyriques sur les fascinations de la religion orthodoxe qui survit en exil de même qu'au cœur de la Russie profonde.

C'est une idéologie qui rappelle parfois celle de Soljenitsyne, mais on ne trouve pas chez Volkoff la peinture réaliste, le témoignage humain qui faisaient l'intérêt de ses romans. Le **Retournement** n'est rien que la psychologie, les rêves, les phantasmes d'un Russe blanc. Ce n'est pas mal écrit, mais cela ne suffit pas à justifier 360 pages sur un sujet qui sonne le creux.

Solange DUPUY

Le Retournement **d'A. Volkoff - Ed. Julliard - L'Age d'Homme - Prix : 48 F.**

LIVRES_LIVRES_LIVR

" Ti Jean l'Horizon "

de Simone SCHWARZ-BART

Ti Jean l'Horizon est un héros des légendes antillaises. Avec Ti Jean justicier populaire, doué de pouvoirs surnaturels, Simone Schwartz-Bart nous entraîne dans l'univers des contes créoles, hors du temps et de la réaltié.

Pourtant c'est l'histoire de la Guadeloupe, celle des esclaves arrachés aux rives de l'Afrique par les colonisateurs blancs et transplantés dans cette petite île du golfe du Mexique, l'histoire de leur révolte contre la domination coloniale qui est le thème de ce roman.

Ti Jean est le descendant des Nègres marrons qui pour échapper à l'esclavage se sont retranchés dans un village de la forêt en haut de la montagne où ils vivent à la façon de leurs ancêtres africains.

Mais une bête monstreuse, venue d'ailleurs, a fait son apparition en Guadeloupe, elle a avalé le soleil et la nuit s'est abattue sur le village de Ti Jean, contraignant ses habitants à aller s'asservir de nouveau dans les plantations des Blancs ou à mourir de faim et de froid.

Ti Jean part à la recherche de l'astre disparu et de sa bien-aimée avalée par le monstre.

Pour cela, pour tenter de trouver l'explication du fléau qui sévit sur son village, il ira jusqu'en Afrique où il erre sur les rives du Niger, puis au Royaume des morts et enfin en France toujours à la recherche du passé et sur les traces de ses ancêtres.

C'est de retour en Guadeloupe même qu'il trouvera la réponse qu'il cherche et parviendra à libérer de nouveau le soleil.

Le récit est pour le moins déconcertant, par ses références constantes à des croyances et une mythologie qui nous échappent. Pourtant c'est là, semble-t-il, un des objectifs majeurs de Simone Schwartz-Bart que de transcrire dans ce roman une partie du folklore et des légendes antillaises. Et ce qui complique encore davantage la tâche du lecteur est le style propre à l'auteur où se mêlent constamment rêve et réalité.

Mais c'est vivant, imagé, direct, spontané même. On se laisse prendre avec plaisir à cette atmosphère étrange et poétique, et on suit le héros avec intérêt même dans ses aventures les plus irréelles.

Cécile BERNIER

Ti Jean l'Horizon de Simone Schwarz-Bart - Ed. du Seuil - Prix : 45 F environ.

Simone Schwarz-Bart.

Jacques Séguéla.

Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité... Elle me croit pianiste dans un bordel.

Flammarion

Après les nouveaux philosophes et la nouvelle droite, il y aurait paraît-il la « nouvelle pub ». C'est du moins le produit qu'essaie de nous vendre l'auteur de ce livre, Jacques Séguéla, dirigeant d'une importante firme de publicité (celle qui a fait la publicité des cuisinières Faure, du rasoir Bic, des chaussures André et des produits libres Carrefour...).

« La publicité ne peut mentir », nous dit Séguéla, **« c'est la seule profession où le mensonge est puni par la loi »**. Et comme pour illustrer cette affirmation, il raconte qu'il a réalisé une affiche électorale pour Mitterrand en 1977 : **« Le socialisme, une idée qui fait son chemin »**, puis, quelques mois plus tard, pour l'UDF, l'affiche **« La majorité aura la majorité »** et enfin pour le RPR les trois affiches **« Oui à la France qui ose », « Oui à la France qui gagne », « Oui à la France qui invente »** !

Séguéla décrit en termes élogieux tout le petit monde qu'il fréquente : industriels, hommes d'affaires, politiciens, directeurs de journaux. Mais celui dont il veut surtout nous faire la réclame, c'est Jacques Séguéla lui-même, jeune loup qui a su se faire une place dans la jungle de la publicité.

Pour lancer ce nouveau produit, il a certes trouvé un titre aussi « accrocheur » qu'un slogan publicitaire. Hélas, on en vient à regretter que Séguéla ne soit pas effectivement pianiste dans un bordel...

Jean-Louis CHAMPENOIS

Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité... Elle me croit pianiste dans un bordel **de Jacques Séguéla - Ed. Flammarion - 260 p - 41 F environ.**

" 1984-1985 "

d'Anthony BURGESS

Burgess prend comme point de départ le roman d'anticipation de George Orwell, **1984.** Burgess, dont les sympathies politiques iraient plus à Madame Thatcher qu'à Harold Wilson, commence par réfuter l'avenir tel que nous le présentait Orwell. Pour lui, les démocraties occidentales sont menacées, non pas tellement par un « Big Brother » à la Staline ou à la Mao, mais surtout, selon lui, par « Bill le travailleur », l'archétype d'un syndicaliste tout puissant.

L'action de ce roman futuriste se passe en Grande-Bretagne sous le règne d'un roi de pacotille, avec un gouvernement travailliste qui a nationalisé la majeure partie de l'industrie et qui reste impuissant devant les grèves déclenchées par les syndicats.

Tous les lieux communs y passent : la télévision dévore tout, l'éducation est abâtardie, la jeunesse se réfugie dans la violence. L'avortement ? Du laxisme qui conduit à la pornographie. Les gens ? Des pions, des automates sans volonté qui se laissent dominer par la société de consommation. Les seuls dans tout ce fouillis qui puissent encore penser et agir valablement sont les réfractaires au syndicalisme.

Burgess a dû ramasser ses arguments dans les poubelles des journaux les plus réactionnaires... C'est dire le peu d'intérêt de ce roman.

A. JUILLIARD

1984-1985 **d'Anthony Burgess - Editions Robert Laffont - Prix : 48 F environ.**

" L'Ordre cannibale "

de Jacques ATTALI

Monsieur Jacques Attali entend soigner son image de marque. Il a la réputation d'être le conseiller économique du PS, et il a écrit déjà quelques livres à ce sujet. Mais cela ne lui suffit pas, il veut être universel. Il a donc écrit un livre sur la musique, **Bruits,** et il vient d'écrire **l'Ordre cannibale** qui est une réflexion sur la médecine.

C'est un livre bouffi de prétention. Un langage, savamment choisi pour impressionner certains milieux pseudo-intellectuels, cherche à masquer l'indigence de la pensée. Ce livre est un méli-mélo de réflexions aussi creuses que définitives où Attali-touche-à-tout dit beaucoup de choses tout en ne disant rien. En voici un échantillon : **« Le savoir informatique, puis génétique remplace celui de la dynamique. A la consommation relationnelle et ritualisée du Mal succède une consommation marchande et insensée de l'artefact normalisée ».**

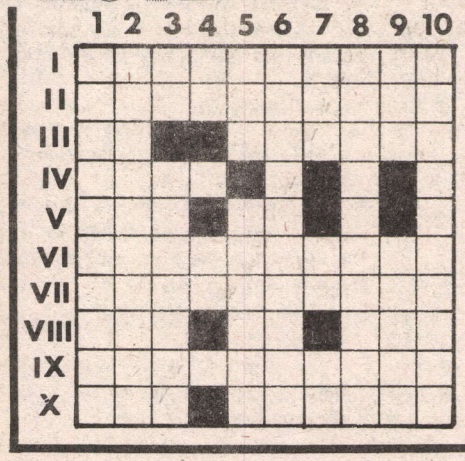
Le style n'est pas toujours aussi obscur, mais la pensée n'est guère plus claire au fil des 295 pages du livre.

Son seul intérêt est de nous renseigner sur le personnage d'Attali et sa suffisance, mais cela demande un effort financier, ainsi qu'un effort de décryptage, qui paraissent démesurés.

André VICTOR

L'Ordre cannibale **de Jacques Attali - Editions Grasset - Prix : 50 F environ.**

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Crier sur les toits. — II. Quotidienne. — III. Bec ayant subi une amputation - Des Normands qui peuvent être doux. — IV. Déclenche un mouvement. — V. Partie centrale d'un outil - Au commencement de tout. — VI. Escarpin. — VII. Orateur qui ne perd pas son latin. — VIII. En plein dans la purée - Dans la tige - Jamais. — IX. Adoucissante. — X. Direction - Pas bêtes.

VERTICALEMENT. — 1. Avant la nuit. — 2. Payent un loyer. — 3. Symbole chimique - Achèvent la lessive. — 4. Fin de participe - Jeu de hasard. — 5. Le début de la richesse - Prix. — 6. Science des rêves. — 7. Douillet - Précède la voiture pour y monter - Période de révolution. — 8. Ramifications. — 9. Epoque - Ose. — 10. Secondaires parfois.

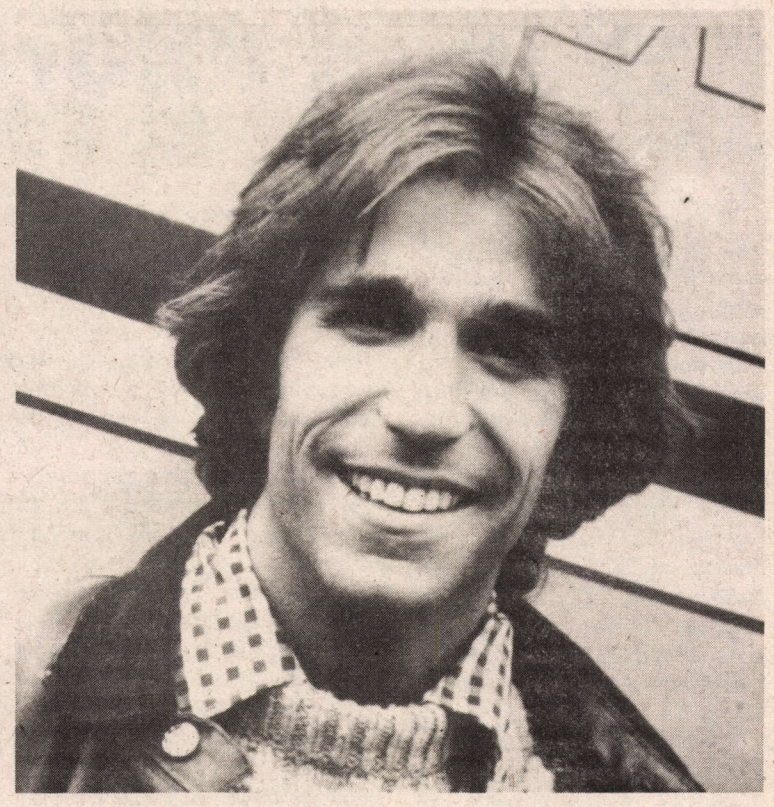
SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	S	I	D	E	R	A	T	A
II	I	N	A	D	A	P	T	E	E	S
III	V	E	L	A	■	U	■	■	R	S
IV	E	R	E	■	E	R	■	L	N	A
V	R	G	■	E	T	A	M	A	I	S
VI	G	U	S	T	A	T	I	V	E	S
VII	E	M	B	O	B	I	N	E	■	I
VIII	R	E	N	F	L	O	U	E	■	N
IX	A	N	■	F	I	N	I	■	O	E
X	S	E	■	E	S	■	T	A	R	E

FILMS_FILMS_FILM

" Heroes "

de Jeremy Paul KAGAN



Qu'est-ce qui fait courir Jack ? Le désir de fuir pour la quatrième fois consécutive l'hôpital psychiatrique de New York, Section anciens combattants ? L'envie impérieuse de se lancer dans les affaires en montant un élevage de vers en Californie avec d'anciens camarades du Vietnam ? Le besoin de courir, de retrouver les autres, de se retrouver lui-même dans un long voyage en car à travers l'Amérique ?

Le film est souvent drôle et parvient à nous faire sourire des tribulations de Jack. Mais derrière cela, par petites touches, par-ci, par-là, il montre combien Jack et ses copains ont du mal à se remettre de ce qu'ils ont vécu. Et l'un d'entre eux dit combien il est plus difficile de supporter les souvenirs... la nuit, quand il est seul, livré à lui-même, sans être obligé de jouer un rôle vis-à-vis des autres. Il y a cet autre qui un jour a quitté sa femme pour aller boire un demi au bar du coin, et n'est jamais revenu...

Au cours de sa fugue, Jack rencontre une jeune femme (rôle joué par Sally Field, l'héroïne de Norma Rae) **et le film s'attache surtout à cette histoire d'amour et aux problèmes psychologiques de Jack.**

Le film saute du dramatique au mode comique avec des gags et des exentricités des plus farfelues. Cela déroute un peu mais ne nous empêche pas d'éprouver de la sympathie pour les personnages et d'être émus par leurs problèmes.

Ce film sur les conséquences psychologiques de la guerre du Vietnam n'a ni la profondeur, ni la puissance de dénonciation d'un film comme Retour, **avec lequel certains critiques l'ont comparé. Mais il réussit bien souvent à nous toucher.**

Olivier BELIN

Paramount Marivaux (2°) - Saint-Michel (5°) - Paramount Elysées (8°) - 14 Juillet (11°) - Paramount Montparnasse (14°).

" Le vampire de ces dames "

Chassé de son château par le régime roumain ,le comte Dracula se réfugie à New York, où habite la femme de ses rêves, un mannequin célèbre qui est aussi l'amie d'un psychanalyste. Ce dernier est bien le seul, dans ce pays, à savoir ce qu'est un vampire et à vouloir le combattre ; d'autant plus qu'il cherche à récupérer sa belle qui se sent attirée par le comte vampire.

Tout le film est construit sur le décalage qu'il y a entre ce Dracula issu du Moyen Age et cette ville moderne, les vieilles terreurs et superstitions face à la psychanalyse. Cela aurait pu être très drôle. Mais, si l'on sourit parfois, la plupart du temps, les gags tombent à plat et le film se traîne en longueur.

Marianne LAMIRAL

" L'école est finie "

Julien, 15 ans, et Nathalie, 16 ans, tous deux lycéens, s'aiment et décident d'avoir un enfant.

Ils se heurtent alors à l'incompréhension de leur entourage, tiennent bon... se marient, et les voilà aux prises avec les difficultés de la vie.

Rien de plus triste que ces deux adolescents qui ressemblent à de faux adultes, ou que les autres lycéens qu'on aperçoit. Rien de plus caricatural que ce prof, toujours hors du coup... sauf quand il faut se glisser dans le lit de Nathalie !

Si vous voulez découvrir les jeunes de 1979, essayez d'aller voir autre chose !

Julie RENOIR

"Où es-tu allé en vacances ?"

En réalité, il s'agit de trois courts films italiens réalisés par trois metteurs en scène différents. Les vacances servent de point commun aux trois scénarios, mais ce qui les réunit surtout, c'est d'être chacun une charge grinçante contre tel travers humain ou contre telle manière de voir à la mode.

Le premier film nous présente une caricature du mâle sur le retour, phallocrate au possible... mais à l'italienne. La deuxième charge grossièrement l'organisation de safaris africains pour touristes en mal d'émotions fortes.

Mais le morceau le plus savoureux est encore le dernier film, réalisé et joué par A. Sordi. Un couple de marchands de fruits et légumes enrichis laisse ses trois enfants lui organiser des « vacances intelligentes » (c'est le titre du sketch). Il faut dire que les enfants en question, qui vont à l'université, sont chacun une caricature du snobisme intellectuel et ne font grâce à leurs parents ni du concert de musique concrète, ni de l'exposition d'œuvres d'art hermétiques.

Commencé comme une farce contre les parents, le film tourne rapidement à la charge contre les aberrations mentales de ceux qui se prétendent l'avant-garde intellectuelle.

Le comportement simple et sans façon des parents sert de repoussoir au snobisme des enfants. Et ce dernier sketch est une succession de gags d'une grande drôlerie.

Claude CHARVET

Paramount Marivaux (2°) - Studio Médicis (5°) - Paramount City Triomphe (8°) - Paramount Montparnasse (14°) - Paramount Maillot (17°).

Sélection

Films récents

APOCALYPSE NOW, de F.F. Coppola, avec Marlon Brando.

Une dénonciation de la guerre du Vietnam et de l'intervention américaine. Un film cependant teinté de fatalisme quant à la noirceur de la nature humaine.

Gaumont Les Halles (1°r) - Gaumont Richelieu (2°) - Quartier Latin (5°) - Hautefeuille (6°) - Elysée Lincoln (8°) - Ambassade (8°) - Français (9°) - Fauvette (13°) - Gaumont Sud (14°) - Montparnasse Pathé (14°) - Sept Parnassiens (14°) (vo) - Convention (15°) - Mayfair - Paramount Opéra (9°) - Para- (16°) - Wepler (18°) - Gambetta (20°).

LE SYNDROME CHINOIS, avec Jane Fonda, Jack Lemmon, Michael Douglas.

Un accident dans une centrale nucléaire américaine. Le nucléaire laissé entre les mains des capitalistes est un danger pour l'humanité.

Publicis St-Germain (6°) - Paramount Opéra (9°) - Paramount Montparnasse (14°).

LE TAMBOUR, de Volker Schloendorff, d'après le roman de Günter Grass.

Dantzig de 1924 à 1945 : 21 ans d'histoire et surtout de petites histoires vues par un sale gosse trop sensible. Malgré un symbolisme souvent obscur, une évocation et une dénonciation du nazisme.

Capri (2°) - UGC Opéra (2°) - Odéon (6°) - Biarritz (8°) - George V (8°) - Paramount Opéra (9°) - UGC Gare de Lyon (12°) - Paramount Galaxie (13°) - UGC Gobelins (13°) - Mistral (14°) - Paramount Montparnasse (14°) - Bienvenue (15°) - Kinopanorama (15°) - Paramount Montmartre (18°).

ROCKERS.

Film musical reggae. La vie et la révolte d'une bande de jeunes Jamaïcains pauvres, leur désir de revanche sociale.

Luxembourg (6°) - Balzac (6°) - Eldorado (10°) - Olympic (14°).

NORMA RAE, avec Sally Field.

Dans une usine de textile du sud des Etats-Unis, une jeune ouvrière contribue à la création du syndicat.

Contrescarpe (5°).

CEDDO, de Sembene Ousmane.

Au XVII° siècle, en Afrique, l'affrontement entre les traditions tribales et les missionnaires, principalement ceux de l'Islam.

Marais (4°) (vo).

EN ROUTE VERS LE SUD, avec Jack Nicholson.

Tous les ingrédients du Far West avec le rire en plus.

Elysée Point Show (8°).

IL Y A LONGTEMPS QUE JE T'AIME, de J.C. Tacchella.

Après 25 ans de mariage sans histoire, Brigitte et François décident de se séparer... Une histoire sentimentale bien sympathique.

Forum des Halles (1°r) - Hautefeuille (6°) - Montparnasse 83 (6°) - Marignan (8°) - Madeleine (8°) - Gambetta (20°).

UN RABIN AU FAR-WEST, de R. Aldrich.

Un jeune rabin naïf débarque de sa Pologne natale à Philadelphie.

Paramount Marivaux (2°) - Jean-Cocteau (5°) - Paramount City Triomphe (8°).

FANTASIA STEREO, de Walt Disney. Réédition.

Dessins animés sur fond de musique classique. Les deux s'allient à merveille.

Gaumont Rive Gauche (6°) - Paramount Elysées (8°) - Lumière (9°).

HAIR, de Milos Forman.

Film musical. A New York, à la fin des années 1960, une bande de jeunes manifeste son opposition à la guerre du Vietnam.

UGC Opéra (2°) - Grands Augustins (6°) (vo) - Marbeuf (8°) Metéor (19°).

et moins récents

RETOUR, avec Jane Fonda.

Le drame du retour de soldats américains de la guerre du Vietnam.

Châtelet-Victoria (1°r) (vo).

BLUE COLLAR, de P. Schreder.

Film pessimiste sur la classe ouvrière américaine, et un épisode de la vie de trois ouvriers de l'automobile.

Studio de l'Etoile (17°) (vo).

LE PONT.

L'histoire d'un groupe d'enfants-soldats dans la guerre.

Brady (10°).

TELE_TELE_TELE_TELE

Aux Dossiers de l'écran :

" Patrons d'hier et d'aujourd'hui "

C'est un éventail assez complet de patrons en tous genres que nous ont montrés les derniers Dossiers de l'écran dans Patrons d'hier et d'aujourd'hui, **l'émission qui leur était consacrée .**

Le film qui introduisait la discussion est tiré d'un roman d'André Maurois : Bernard Quesnay. **Il se laissait regarder. Il relatait l'histoire d'un fils d'industriels qui, après la démobilisation, devient peu à peu, dans les années 1920 à 1930, un capitaine d'industrie, à l'égal de ce que fut son grand-père qu'il remplacera à la tête de l'entreprise familiale.**

Pour parvenir à l'image de ce patron dur, efficace, compétent mais humain — tel que voulait nous le montrer Ceyrac ,le patron des patrons, qui a choisi lui-même le film — il faudra que le personnage principal abandonne ses illusions charitables, sa maîtresse, son ton aimable pour celui du commandement, et qu'il se donne tout entier à son entreprise.

Côté patrons tout est bien vu. Les patrons sont humains, ils ont des sentiments, des problèmes, sont conscients de ceux de leurs ouvriers, de la situation et de la condition de leurs épouses, de leurs maîtresses, condamnées à l'inactivité. Leurs joies dépassent même la simple satisfaction de l'appât du gain, leur but c'est de faire marcher leur industrie.

Assemblée générale du CNPF (janvier 1977) : patrons d'hier ou d'aujourd'hui : toujours persuadés que leurs intérêts sont ceux de tout le monde et satisfaits d'eux-mêmes.

Côté ouvriers, ils sont braves mais pas malins ; ils sont fidèles et obéissants, même s'ils se laissent aller à la grève, ils viennent tous à l'enterrement du grand-père, même le dirigeant syndicaliste. Bref des ouvriers comme on n'en peut guère faire mieux, du moins vu du côté des patrons.

Mais l'histoire était assez vraisemblable pour que tous les patrons présents s'y reconnaissent. Petits patrons, comme celui de cette entreprise de plastique ou celui de cette entreprise de modelage de moins de 50 ouvriers ou encore de cette entreprise de tricot de 130 ouvrières. Moyens patrons comme celui de Radial (composants électroniques). Grands patrons comme le P-DG de Matra ou celui de la banque CIC.

La discussion non plus ne manquait pas d'intérêt. Elle a révélé des patrons satisfaits d'eux-mêmes, persuadés que l'intérêt de leurs ouvriers ne peut être que le leur propre, hargneux contre les ouvriers qui se mettent en grève et prêchant en particulier pour l'interdiction du droit de grève dans la fonction publique. Il y avait une différence de ton entre le P-DG de Matra parlant de la grève comme d'un mal par lequel on était obligé de passer, et la patronne de l'entreprise de tricot relatant avec nostalgie ses débuts avec ses anciennes camarades d'école qu'elle ne payait pas toujours, et s'insurgeant contre les inspecteurs du travail, les lois sociales, les syndicats politisés. Le langage n'était pas le même quand il s'agissait de parler de l'attitude des banques ou de l'Etat à propos du crédit ou des subventions, selon qu'il était question des petites ou des grandes entreprises, de celles qui s'en estimaient victimes ou de celles qui pouvaient s'en considérer comme bénéficiaires.

Mais ce qu'ils avaient tous en commun ces patrons, c'est d'être imbus de leur seul intérêt.

C'est dans leurs mains que l'ensemble de la société devrait remettre son sort ; c'est à leur système, celui de la concurrence avec ses périodes de travail infernal et périodes de chômage que devraient se soumettre les travailleurs. C'est devant leur autorité, leur arbitrage, leurs diktats que tous devraient se prosterner.

A défaut d'être convaincants, les patrons étaient, eux, convaincus. Et l'intérêt de l'émission a été justement de les montrer tels qu'ils sont.

Louis GUILBERT

Sélection télé

Dimanche 21 octobre

ANTENNE 2 - 15 h - **Des animaux et des hommes : le mystère des tortues luth,** tortues voyageuses, qui traversent l'Atlantique des côtes américaines vers celles d'Europe.

FR3 - 16 h 30 - **Prélude à l'après-midi : concert d'orgue** à Notre-Dame de Paris par Pierre Cochereau, qui interprète des œuvres de Couperin, Bach, Vierne et Dupré.

TF1 - 18 h - Western : **La rivière de nos amours,** d'André de Toth, avec Kirk Douglas.

FR3 - 18 h 30 - L'invité de FR3 est **Jacques-Henri Lartigue,** photographe.

TF1 - 20 h 35 - **L'avenir du futur, Le point de mire,** de J.C. Tramont, avec Annie Girardot et Jacques Dutronc.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Paris-Berlin.** Troisième séquence de l'émission, intitulée **Un déjeuner au Bauhaus.** Il s'agit d'une évocation, toujours à partir de l'exposition Paris-Berlin du centre Beaubourg, du courant pictural et architectural du Bauhaus, en Allemagne, au moment de la montée du nazisme.

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de minuit : **The baron of Arizona,** de Samuel Fuller, avec Vincent Price. Aventures sentimentales à la fin du XIX° siècle, aux Etats-Unis.

ANTENNE 2 - 22 h 35 - **Il était un musicien... Monsieur Rossini.** La vie romancée de ce musicien du XIX° siècle.

Lundi 22 octobre

TF1 - 20 h 35 - **L'avenir du futur,** présente un film de Clarence Brown : **La vie de Thomas Edison,** avec Spencer Tracy, qui incarne ce savant, inventeur de la lampe à incandescence. Le film sera suivi d'un débat sur le thème **Electricité An 3000** auquel participeront diverses personnalités scientifiques de EDF et du CEA.

Mardi 23 octobre

TF1 - 20 h 35 - **Histoire de la Marine.** Série d'émissions qui s'ouvre par une présentation des premières embarcations construites par l'humanité : **« A la découverte de la mer ».**

ANTENNE 2 - 20 h 40 - **Les Dossiers de l'écran** présentent la première partie du film de M. Akkad, **Le Message,** qui retrace la vie de Mahomet. Il sera suivi d'un débat **Histoire de l'Islam,** animé par divers spécialistes de la civilisation arabe.

TF1 - 21 h 35 - **Indications.** L'émission est consacrée à **La nouvelle toxicologie,** et propose des séquences sur l'industrie de l'aluminium, les pesticides et l'énergie nucléaire.

Mercredi 24 octobre

FR3 - 20 h 30 - Film comique : **Mes chers amis,** de Mario Monicelli, avec Philippe Noiret, Ugo Tognazzi, etc. Quatre amis trompent leur ennui en se livrant à une série de farces bêtes et parfois méchantes.

TF1 - 20 h 35 - Film TV : **La chaîne,** de Claude Santelli, avec Dominique Labourier, Bernard Fresson. La rencontre entre un commissaire de police et une criminelle.

Jeudi 25 octobre

FR3 - 20 h 30 - Film policier : **Maigret tend un piège,** de J. Delannoy, avec J. Gabin et A. Girardot, d'après un roman de Simenon.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Le Grand échiquier** de Jacques Chancel, réunit « Yves Duteil et les dix plus belles chansons du siècle ». Sont également présents Jeanne Moreau, Philippe Chatel, etc.

Vendredi 26 octobre

FR3 - 20 h 30 - Le nouveau vendredi s'intitule **Il n'y a plus de terrains vagues.** Huit ans après une première rencontre avec les loubards d'un quartier, les auteurs de l'émission les retrouvent. Ceux-ci racontent ce qu'ils sont devenus.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes.** Bernard Pivot s'entretient avec Françoise Giroud et Olivier Todd, à propos de la publication des Mémoires d'Henry Kissinger.

ANTENNE 2 - 23 h - **Ciné-club : Chronique d'Anna - Magdalena Bach,** de J.M. Straub. La vie du musicien racontée par son épouse.

Chansons

Michel Bühler

Il vient de Suisse, mais il n'y a pas pris le goût de la neutralité. Entre les banquiers et les petites gens son choix est fait. Il le dit avec force et talent, contant la « simple histoire » d'une famille de paysans ou saluant son frère Djamel, dénonçant les arrestations du 23 mars à Paris ou évoquant les suppliciés de Buenos Aires.

C'est avec poésie qu'il raconte Jean d'En-Haut, le bûcheron qui s'en va mourir d'amour au bord du glacier ; ou la rencontre de deux êtres qui ne se feront pas de promesses, « pour pas faire peur à la tendresse ».

Ses chansons sont pleines de pudeur et d'émotion, de chaleur aussi.

Son dernier refrain proclame « Je n'ai pas de pays, mon pays c'est la terre. Je n'ai pas de drapeau, le ciel est assez beau ».

Accompagné par l'orchestre de Claude Arini, Michel Bühler nous invite, pour trois semaines encore, à une très bonne soirée.

Antoine MAUBOURG

A la Cour des Miracles, 23, av. du Maine. Métro Montparnasse. Tous les soirs (sauf dimanche), à 20 h 30. Places : 30 F. Etudiants : 25 F.

Piperno extradé pour ses opinions politiques :

un service rendu par Giscard au gouvernement italien

Mercredi 17 octobre, la chambre d'accusation de Paris a donné son avis favorable à l'extradition de Francesco Piperno, ce physicien italien d'extrême-gauche que le gouvernement italien accuse d'avoir été complice des Brigades Rouges dans l'enlèvement d'Aldo Moro, et qui était emprisonné à la Santé depuis le 18 août.

Comme dans le cas de l'avocat allemand Klaus Croissant, pour empêcher tout recours possible contre le jugement et pour couper court aux protestations, le gouvernement s'est dépêché d'utiliser le feu vert du tribunal pour décréter l'extradition : dès le lendemain matin Piperno était mis dans un avion et livré par la police française à ses collègues italiens.

Il s'agit purement et simplement d'une extradition pour délit d'opinion, mais ni la justice française, ni le gouvernement ne se gênent pour outrepasser les lois et pour bafouer le droit d'asile politique.

Pourtant le tribunal avait bien été obligé de rejeter, en août dernier, la première demande d'extradition car elle était trop ouvertement pour des motifs politiques. Ce qui n'avait pas empêché Piperno d'être maintenu en prison, le gouvernement italien s'étant dépêché de formuler différemment une nouvelle demande en présentant, cette fois, 46 chefs d'inculpation différents.

Pour justifier son jugement, la justice française en a choisi deux, et pour mieux servir ses collègues italiens les deux plus graves : complicité de séquestration et complicité d'assassinat d'Aldo Moro. Les preuves : un dessin paru dans la revue Metropoli, où écrivait Piperno, qui représentait Moro sur une chaise dans une chambre ; la ressemblance était paraît-il frappante avec la chambre réelle (et que la police italienne ne connait toujours pas avec certitude !) où avait été enfermé le leader de la Démocratie Chrétienne. Autre preuve : Piperno aurait favorisé une rencontre entre un dirigeant du Parti Socialiste Italien et des responsables des Brigades Rouges : que le dirigeant socialiste en question ait déclaré que s'il avait discuté avec Piperno, il n'avait jamais pensé que celui-ci puisse lui servir d'intermédiaire pour rencontrer des responsables des Brigades Rouges, cela n'a pas entamé la conviction de la Chambre.

En réalité l'accusation contre Piperno est montée de toute pièce, les arguments apportés au procès pour justifier l'extradition n'ent sont qu'une preuve de plus. Le gouvernement italien va jeter en prison un homme, uniquement pour délit d'opinion, et c'est le gouvernement français qui vient de lui livrer le prisonnier. Et c'est bien à cause du caractère inique du jugement, à cause de l'absence totale de preuve que dès la décision du tribunal le gouvernement s'est précipité pour délivrer le décret d'expulsion et le faire exécuter.

O.B.

Cambodge :

L'impérialisme exploite le drame des réfugiés au lieu de les secourir

Depuis que l'offensive vietnamienne a repris au Cambodge contre les derniers bastions de la résistance khmer rouge, les grands moyens d'information sont à nouveau déchaînés contre le Vietnam. Il s'opposerait à ce que les secours atteignent les populations qui ne sont pas sous son contrôle politique, il acculerait les habitants déjà dans une situation critique à la mort par famine. Il serait le premier responsable de l'horreur quotidienne que vit le Cambodge.

Mais, sans même parler des responsabilités de l'impérialisme, écrasantes pourtant dans la situation économique actuelle du Cambodge aussi bien que du Vietnam, il faut une belle hypocrisie pour présenter les choses ainsi. Les témoignages commencent à affluer sur ce qu'a été vraiment le régime de Pol Pot : enfants astreints à des travaux forcés, nourris seulement en fonction de la production quotidienne, intellectuels liquidés au nom de l'égalitarisme ; « justice » primitive qui condamnait les voleurs — ou plus exactement les affamés — à avoir un doigt ou même une main coupée, en résumé une population entière soumise au régime du camp, avec comme philosophie, ces propos tenus par Pol Pot à l'ancien ambassadeur du Vietnam à Phnom Penh : **« S'il ne reste que deux millions de Khmers (sur une population de huit millions !) nous pourrons reconstruire le pays ».**

Epuisés et affamés, les réfugiés fuient les zones de guerre.

Dans cette atmosphère de guerre civile, on peut contester tous ces témoignages. Bien sûr, on peut discuter sur le sens des images vues vendredi soir à FR3, montrant que dans la partie du pays contrôlée par le régime pro-vietnamien, c'est la vie qui reprend et l'effort pour sortir de la misère.

Et si on ne peut pas affirmer que le nouveau régime mis en place par les Vietnamiens ait l'assentiment de la population, il est au moins des faits que l'on ne peut contester : les foules hagardes, exsangues, affamées, poussées par les Khmers Rouges d'un côté à l'autre de la frontière thaïlandaise, ayant peur de l'invasion vietnamienne mais redoutant tout autant leurs protecteurs ne donnent manifestement pas l'image d'une résistance populaire contre l'invasion vietnamienne. Rien ne rappelle, en tous les cas, ce peuple soulevé que ni les Français ni les Américains ne sont parvenus à vaincre.

Alors si le Vietnam n'a renversé le régime barbare de Pol Pot que pour des raisons nationalistes, pour se libérer de la tête de pont dont disposait la Chine à ses frontières, il semble de toute façon de plus en plus manifeste que c'est le régime de Pol Pot qui était le plus impopulaire.

Dans ces conditions, nous reconnaissons au Vietnam le droit de faire la guerre contre un régime honni de sa population, agressif vis-à-vis du Vietnam. Le Vietnam a parfaitement le droit de remettre en cause « l'ordre » mis en place par l'impérialisme. Comme nous lui reconnaissons le droit de ne pas respecter les frontières artificielles, mises en place par les puissances impérialistes, et qui divisent la région en petits Etats, dont certains ont du mal à s'en sortir économiquement. Et c'est d'autant moins à des Etats comme la France ou les USA de lui reprocher d'utiliser la violence qu'ils se sont eux-mêmes édifiés en faisant violence aux peuples (des Albigeois aux Bretons) et aux Etats (les sudistes américains) qu'ils rassemblent aujourd'hui !

Et les travailleurs eux-mêmes ne peuvent pas condamner le Vietnam pour cela.

Cela dit, la situation des réfugiés qui fuient les zones de guerre, qui fuient aussi les exactions des Khmers Rouges est évidemment dramatique. Et les puissances impérialistes se découvrent maintenant une vocation humanitaire et mènent grand bruit sur la famine qui règne au Cambodge. Elles ont été nettement plus discrètes lorsqu'elle a décimé la population du Sahel, il n'y a pas si longemps. Si au moins ce concert d'indignation pour le moins hypocrite se traduisait par une aide alimentaire efficace ! Malheureusement, il n'en est rien.

D'après **Le Monde** du 12 octobre, le programme alimentaire mondial avait prévu, d'ici au 15 décembre, de faire parvenir aux populations affamées de la zone khmère rouge, estimées à 250 mille personnes, 8.000 tonnes de riz, 650 tonnes de poissons séchés et 200 tonnes d'huiles végéales. Seules 1.000 tonnes de riz ont été distribuées depuis le 22 septembre tout au long de la frontière. C'est scandaleusement insuffisant, même pour la survie immédiate de la population. Ce ne sont pourtant pas les moyens matériels qui manquent dans les pays occidentaux, où l'on détruit quotidiennement les surplus alimentaires, où l'on met les avions neufs au rebut et les hommes en quête d'emploi, au chômage. Au lieu de faire de grandes manœuvres aussi coûteuses qu'inutiles, pourquoi l'armée française ne montre-t-elle pas ses talents à acheminer nourriture et médicaments. Au lieu de créer une force d'intervention aux Antilles, pourquoi les USA n'interviennent-ils pas au Cambodge pour secourir les affamés ? Parce qu'au-delà de tous leurs discours, de leurs larmes hypocrites, ils s'en moquent pas mal.

Ce n'est pas la méchanceté humaine qui empêche la fraternité entre les peuples, puisque des associations privées n'ont pas attendu pour envoyer de l'aide et qu'elles ont fait plus que les gouvernements.

La solidarité des hommes entre eux serait bel et bien possible s'il n'y avait pas les trusts impérialistes et leurs Etats pour détourner à leur profit et gaspiller les ressources qui pourraient être celles de toute la planète.

Solange DUPUY